

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent supplément de prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Les titres décrits dans le présent supplément de prospectus ainsi que dans le prospectus simplifié préalable de base daté du 8 août 2022 auquel il se rapporte, dans sa version modifiée ou complétée, et dans chaque document intégré ou réputé intégré par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés par des personnes dûment inscrites. Le présent placement n'est pas fait aux États-Unis. Les titres placés aux termes des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la Securities Act of 1933 des États-Unis, en sa version modifiée, et ils ne peuvent être offerts ou vendus aux États-Unis d'Amérique, ou à des personnes des États-Unis, ou pour le compte ou au profit de personnes des États-Unis (au sens attribué à cette expression dans les présentes). Voir « Mode de placement ».

L'information intégrée par renvoi dans le présent supplément de prospectus et dans le prospectus simplifié préalable de base daté du 8 août 2022 qui l'accompagne provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires du prospectus simplifié préalable de base et des documents intégrés par renvoi dans ce dernier sur demande adressée au chef des services juridiques et de la gouvernance de TELUS au 510 W. Georgia St., 23^e étage, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 0M3 (téléphone : 604 695-6420). On peut également trouver une version électronique de ces documents sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« SEDAR ») à l'adresse www.sedar.com.

SUPPLÉMENT DE PROSPECTUS au prospectus simplifié préalable de base daté du 8 août 2022

Nouvelle émission

Le 8 septembre 2022



TELUS Corporation

1 100 000 000 \$ de billets liés à la durabilité à 5,25 %, série CAG échéant en novembre 2032
550 000 000 \$ de billets de série CAH à 5,65 % échéant en septembre 2052
350 000 000 \$ de billets de série CAI à 5,00 % échéant en septembre 2029

(non garantis)

Le présent supplément de prospectus vise le placement (« placement ») des billets liés à la durabilité à 5,25 %, série CAG échéant le 15 novembre 2032 (« billets de série CAG »), des billets de série CAH à 5,65 % échéant le 13 septembre 2052 (« billets de série CAH ») et des billets de série CAI à 5,00 % échéant le 13 septembre 2029 (« billets de série CAI ») de TELUS Corporation (« TELUS » ou « Société »). Les billets de série CAG sont des « obligations liées au développement durable » ainsi qu'il est décrit à la rubrique « Cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS » du présent supplément de prospectus. Toute mention de « billets » figurant dans le présent supplément de prospectus renvoie collectivement aux billets de série CAG, aux billets de série CAH et aux billets de série CAI, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Les billets de série CAG porteront intérêt au taux annuel de 5,25 % payable en versements semestriels égaux (à l'exception du premier paiement d'intérêt) le 15 mai et le 15 novembre de chaque année (chacune, une « date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG ») et la période commençant à la date d'émission des billets de série CAG ou, si cette date est postérieure, à la dernière date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG jusqu'à la prochaine date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG, exclusivement, une « période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG ». Le premier paiement d'intérêt sur les billets de série CAG d'un montant de 9 967 808,22 \$ sera payable le 15 novembre 2022. Voir « Modalités du placement ». **Le taux de rendement effectif sur les billets de série CAG, s'ils sont détenus jusqu'à l'échéance et dans la mesure où aucun événement déclencheur (au sens défini dans les présentes) ne se sera produit, sera de 5,293 %.**

Les billets de série CAH porteront intérêt au taux annuel de 5,65 % payable en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année (chacune, une « date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAH »). Voir « Modalités du placement ». **Le taux de rendement effectif sur les billets de série CAH, s'ils sont détenus jusqu'à l'échéance, sera de 5,677 %.**

Les billets de série CAI porteront intérêt au taux annuel de 5,00 % payable en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année (chacune, une « date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAI » et, collectivement avec les dates de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG et les dates de paiement d'intérêt sur les billets de série CAH, les « dates de paiement d'intérêt » et individuellement, une « date de paiement d'intérêt »). Voir « Modalités du placement ». **Le taux de rendement effectif sur les billets de série CAI, s'ils sont détenus jusqu'à l'échéance, sera de 5,074 %.**

En ce qui a trait aux billets de série CAG, à la survenance d'un événement déclencheur à l'égard de la période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant le 15 novembre 2030, le taux d'intérêt annuel sur les billets de série CAG aux fins de la détermination du montant de l'intérêt payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à cette période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG augmentera d'un montant correspondant à 0,75 % par année et le taux d'intérêt augmenté sera payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à chaque période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG subséquente par la suite. Voir « Modalités du placement — Capital, échéance et intérêt — Billets de série CAG ».

TELUS a son siège social au 510 W. Georgia St., 7^e étage, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 0M3, et ses bureaux administratifs au 510 W. Georgia St., 23^e étage, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 0M3.

Le présent placement est fait dans toutes les provinces du Canada. Voir « Mode de placement ».

Les billets proposés dans le présent supplément de prospectus constitueront habituellement des placements admissibles en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) (« Loi de l'impôt »). Voir « Admissibilité aux fins de placement ». Les billets de série CAG pourraient être considérés des « créances visées par règlement » aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral du Canada. Les porteurs éventuels de billets de série CAG devraient se reporter à l'analyse sous la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment avant le 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant au montant intégral (au sens défini dans les présentes). Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment à compter du 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal au montant de remboursement par anticipation à la valeur nominale (au sens défini dans les présentes). Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement décrit dans les présentes. Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Les billets de série CAI peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement décrit dans les présentes. Les billets de série CAI peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Si certains changements sont apportés aux retenues d'impôt du Canada à l'égard d'une série ou de toutes les séries de billets, les billets de la série visée seront remboursables au gré de la Société, en totalité et non en partie, à 100 % de leur capital impayé respectif, majoré de l'intérêt couru et impayé (qui, dans le cas des billets de

série CAG, sera calculé au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur), le cas échéant, et des montants additionnels applicables (au sens défini dans les présentes), le cas échéant, jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

La Société devra faire une offre de rachat des billets de chaque série à un prix correspondant à 101 % de leur capital impayé majoré de l'intérêt couru et impayé (qui, dans le cas des billets de série CAG, sera calculé au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur) à la date de rachat à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle (défini dans les présentes). Voir « Modalités du placement — Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle ».

À moins que la Société ne rachète les billets de série CAG par anticipation, les billets de série CAG viendront à échéance le 15 novembre 2032. À moins que la Société ne rachète les billets de série CAH par anticipation, les billets de série CAH viendront à échéance le 13 septembre 2052. À moins que la Société ne rachète les billets de série CAI par anticipation, les billets de série CAI viendront à échéance le 13 septembre 2029.

Les billets de chaque série constitueront des obligations non garanties et non subordonnées de la Société, se classeront à égalité quant au droit de paiement avec toutes les obligations non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société et auront priorité quant au droit de paiement sur toutes les dettes subordonnées existantes et futures de la Société, mais seront subordonnés à toutes les obligations existantes et futures contractées ou garanties par les filiales de la Société.

Un placement dans les billets de chaque série comporte certains risques. Voir « Facteurs de risque » à la page S-22 du présent supplément de prospectus.

	Prix d'offre	Rémunération des placeurs pour compte ¹	Produit net revenant à la Société ^{1, 2, 3}
Billets liés à la durabilité à 5,25 %, série CAG échéant le 15 novembre 2032 par 1 000 \$ de capital.....	996,73 \$	4,00 \$	992,73 \$
Billets de série CAH à 5,65 % échéant le 13 septembre 2052 par 1 000 \$ de capital.....	996,13 \$	5,00 \$	991,13 \$
Billets de série CAI à 5,00 % échéant le 13 septembre 2029 par 1 000 \$ de capital.....	995,69 \$	3,70 \$	991,99 \$
Total	1 992 766 000 \$	8 445 000 \$	1 984 321 000 \$

Notes :

1. TELUS a convenu d'indemniser les placeurs pour compte (définis dans les présentes) quant à certaines responsabilités. Voir « Mode de placement ».
2. Correspond au prix d'achat de 99,673 % (ou 1 096 403 000 \$), moins la rémunération des placeurs pour compte, dans le cas des billets de série CAG, au prix d'achat de 99,613 % (ou 547 871 500 \$), moins la rémunération des placeurs pour compte, dans le cas des billets de série CAH et au prix d'achat de 99,569 % (ou 348 491 500 \$), moins la rémunération des placeurs pour compte, dans le cas des billets de série CAI.
3. Avant déduction des frais d'émission évalués à 4 100 000 \$ qui, tout comme la rémunération des placeurs pour compte, seront payés par la Société.

Il n'existe aucun marché pour la négociation des billets de l'une ou l'autre des séries. Il peut être impossible pour les souscripteurs ou les acquéreurs de revendre les billets de l'une ou l'autre des séries achetés aux termes du présent supplément de prospectus et du prospectus simplifié préalable de base auquel il se rapporte, ce qui peut avoir une incidence sur leur cours sur le marché secondaire, la transparence et la disponibilité de leur cours, leur liquidité et l'étendue des obligations réglementaires de l'émetteur. Voir « Facteurs de risque » à la page S-22 du présent supplément de prospectus.

Marchés mondiaux CIBC inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Scotia Capitaux Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Valeurs Mobilières TD Inc., Valeurs mobilières Desjardins inc., Valeurs Mobilières HSBC (Canada) Inc., Financière Banque Nationale Inc., J.P. Morgan Valeurs Mobilières Canada Inc., Valeurs Mobilières Wells Fargo Canada, Ltée, SMBC Nikko Securities Canada, Ltd., ATB Capital Markets Inc. et Valeurs Mobilières Banque Laurentienne inc. (collectivement, « placeurs pour compte »), à titre de mandataires, offrent conditionnellement les billets dans le cadre d'un placement pour compte sous les réserves d'usage concernant leur émission et leur vente par TELUS conformément aux conditions de la convention de placement pour compte décrite sous la rubrique « Mode de placement » et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique, pour le compte de

TELUS, par Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., Toronto (Ontario), conseillers juridiques canadiens de la Société, et, pour le compte des placeurs pour compte, par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., Toronto (Ontario), conseillers juridiques canadiens des placeurs pour compte. Les souscriptions seront reçues sous réserve du droit de les rejeter ou de les attribuer en totalité ou en partie ainsi que du droit de clore les livres de souscription à tout moment, sans avis. On s'attend à ce que les billets de chaque série puissent être livrés uniquement sous forme d'inscription en compte à la clôture du présent placement, qui devrait avoir lieu vers le 13 septembre 2022 ou à toute autre date dont pourront convenir TELUS et les placeurs pour compte.

Dans le cadre du présent placement, les placeurs pour compte peuvent, sous réserve des lois applicables, faire des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des billets de chaque série offerts à un cours différent du cours qui serait formé sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment. Voir « Mode de placement ».

Chacun des placeurs pour compte est membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de la Société aux termes d'une facilité de crédit non garantie de 2,75 G\$ avec un syndicat composé d'institutions financières (« facilité de crédit de 2021 »). Marchés mondiaux CIBC inc. et Scotia Capitaux Inc. sont chacune membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de la Société aux termes d'une facilité de crédit non garantie de 1,9 G\$ dont la durée initiale vient à échéance en juillet 2023 (« facilité de crédit de 2022 » et, collectivement avec la facilité de crédit de 2021, les « facilités de crédit de TELUS »). Chacun des placeurs pour compte, autres que J.P. Morgan Valeurs Mobilières Canada Inc., ATB Capital Markets Inc. et Valeurs Mobilières Banque Laurentienne inc., est membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International » ou « TI ») aux termes d'une facilité de crédit bancaire de 1,7 G\$ US, garantie par ses éléments d'actifs, venant à échéance le 28 janvier 2025, à l'exception de l'encours aux termes d'une composante emprunt à terme de 250 M\$ US de cette facilité qui sera exigible le 22 décembre 2022 (« facilité de crédit de TELUS International »). Valeurs Mobilières TD Inc. est l'agent de services financiers d'une institution financière et un membre du même groupe que celle-ci, laquelle est le promoteur et le fournisseur de liquidités d'une fiducie de titrisation de créances sans lien de dépendance à laquelle un membre du groupe de la Société vend des participations dans certaines créances client (« fiducie de créances »). En conséquence, la Société peut être considérée comme un émetteur associé à chacun de ces placeurs pour compte aux fins de la législation en valeurs mobilières des provinces canadiennes. Voir « Mode de placement ».

TABLE DES MATIÈRES

MONNAIE	S-1
DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI	S-1
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	S-2
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	S-2
SOMMAIRE.....	S-10
FAITS NOUVEAUX	S-15
STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ.....	S-15
EMPLOI DU PRODUIT	S-17
RATIOS DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE	S-17
CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LES OBLIGATIONS LIÉES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE TELUS APPLICABLE AUX BILLETS DE SÉRIE CAG	S-17
FACTEURS DE RISQUE	S-22
MODALITÉS DU PLACEMENT	S-27
ÉVALUATION DU CRÉDIT	S-40
ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT	S-42
CERTAINES INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES.....	S-43
MODE DE PLACEMENT	S-45
QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE.....	S-47
AUDITEUR, AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS	S-47
DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES	S-47
ATTESTATION DE TELUS CORPORATION	A-1
ATTESTATION DES PLACEURS POUR COMPTE	A-2

MONNAIE

À moins d'indication contraire, toutes les mentions de « \$ » ou de « dollar » dans le présent supplément de prospectus renvoient aux dollars canadiens et toutes les mentions de « \$ US » ou de « dollar américain » dans le présent supplément de prospectus renvoient aux dollars américains. À titre informatif, le taux de change moyen quotidien publié par la Banque du Canada le 7 septembre 2022 s'établissait à 1,00 \$ US pour 1,3164 \$.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le présent supplément de prospectus est réputé intégré par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base de TELUS qui l'accompagne en date du 8 août 2022 (« prospectus simplifié préalable de base ») uniquement aux fins du présent placement. D'autres documents sont également intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base, qu'il y a lieu de consulter à cet effet.

Les documents suivants, que la Société a déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada, sont aussi expressément intégrés par renvoi au prospectus simplifié préalable de base, en sa version complétée par le présent supplément de prospectus, et en font partie intégrante :

- a) la notice annuelle de la Société en date du 10 février 2022 pour l'exercice clos le 31 décembre 2021;
- b) les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates ainsi que le rapport connexe du cabinet d'experts-comptables indépendants et les notes qui s'y rapportent;
- c) le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021;
- d) les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités de la Société au 30 juin 2022 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date et les notes qui s'y rapportent;
- e) le rapport de gestion pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022;
- f) la circulaire d'information datée du 9 mars 2022 préparée relativement à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 6 mai 2022;
- g) le sommaire des modalités indicatif se rapportant respectivement aux billets de série CAG, aux billets de série CAH et aux billets de série CAI (collectivement, « sommaires des modalités indicatifs »), préparé pour les investisseurs éventuels dans le cadre du présent placement; et
- h) les sommaires des modalités définitifs (au sens défini ci-dessous) datés du 8 septembre 2022.

Les sommaires des modalités indicatifs ne font pas partie du présent supplément de prospectus si de l'information contenue dans le présent supplément de prospectus en modifie ou en remplace le contenu.

Les sommaires des modalités indicatifs ne comprennent pas certaines modalités du présent placement. Les modalités du présent placement ont été finalisées, notamment afin d'indiquer un montant en capital global de 1 100 000 000 \$ de billets de série CAG, un montant en capital global de 550 000 000 \$ de billets de série CAH et un montant en capital global de 350 000 000 \$ de billets de série CAI. La Société a établi un sommaire des modalités définitif se rapportant respectivement aux billets de série CAG, aux billets de série CAH et aux billets de série CAI daté du 8 septembre 2022 (collectivement, « sommaires des modalités définitifs ») afin d'indiquer les modalités définitives du présent placement. Des exemplaires des sommaires des modalités définitifs peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR sous le profil de la Société à l'adresse www.sedar.com.

Toute déclaration contenue dans le prospectus simplifié préalable Toute déclaration contenue dans le prospectus simplifié préalable de base, le présent supplément de prospectus ou un document intégré ou

réputé intégré par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base pour l'application du présent placement sera réputée modifiée ou remplacée, pour l'application du présent supplément de prospectus, dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes, dans le prospectus simplifié préalable de base ou dans tout autre document déposé ultérieurement qui est aussi intégré ou réputé intégré par renvoi aux présentes ou dans le prospectus simplifié préalable de base modifie ou remplace cette déclaration. Il n'est pas nécessaire que la déclaration qui en modifie ou en remplace une autre indique qu'elle modifie ou remplace une déclaration antérieure ni qu'elle comprenne quelque autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. Le fait de faire une déclaration qui en modifie ou en remplace une autre n'est pas réputé constituer une admission, à quelque fin que ce soit, que la déclaration constituait, avant d'être modifiée ou remplacée, une déclaration fautive ou trompeuse ou une déclaration inexacte au sujet d'un fait important ou qu'elle omettait de déclarer un fait important exigé ou nécessaire pour éviter qu'une déclaration soit trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Aucune déclaration ainsi modifiée ou remplacée, sauf telle qu'elle est ainsi modifiée ou remplacée, ne sera réputée faire partie intégrante du présent supplément de prospectus.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

L'information intégrée par renvoi dans le prospectus simplifié préalable de base qui accompagne les présentes provient de documents déposés auprès des commissions de valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires du présent supplément de prospectus, du prospectus simplifié préalable de base et des documents intégrés par renvoi dans ceux-ci sur demande adressée au chef des services juridiques et de la gouvernance de TELUS au 510 W. Georgia St., 23^e étage, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 0M3 (téléphone : 604 695-6420). On peut également trouver une version électronique de ces documents sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent prospectus, ainsi que les documents qui sont intégrés par renvoi dans les présentes et dans les documents qui précèdent, contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant les objectifs de la Société et les stratégies aux fins de l'atteinte des objectifs de celle-ci, y compris les objectifs liés à la stratégie de durabilité de la Société, ses cibles, ses perspectives, ses mises à jour, y compris les avantages et les efficacités escomptés liés à l'accélération des investissements dans la technologie de fibre optique et 5G, la réalisation du programme d'investissement accéléré d'ici la fin de 2022, les énoncés concernant la stratégie en matière de durabilité de la Société, ses objectifs de réduction des émissions, dont son objectif de rendement en matière de durabilité (« ORD ») (au sens définis dans les présentes) et son engagement à réduire ses émissions de gaz à effet de serre (« GES ») selon le champ d'application 3 et tous autres engagements ou cibles futurs se rapportant à des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), les engagements de la Société de faire rapport annuellement sur l'IRC (au sens défini dans les présentes) sélectionné, d'obtenir une vérification annuelle indépendante et externe de son rendement par rapport à l'objectif de rendement en matière de durabilité et d'inclure ce rendement et cette vérification indépendante et externe dans son rapport sur la durabilité annuel ou d'autres rapports semblables et de les rendre disponibles sur le site Web de TELUS, l'IRC de la Société en lien avec ses émissions de GES et le fait que certains événements pourraient influencer sur les calculs de ces émissions faits par la Société, les énoncés relatifs au fait que les billets de série CAG pourraient être considérés des « créances visées par règlement » (au sens défini aux fins de la Loi de l'impôt), l'utilisation prévue du produit net tiré du placement, les plans de réduction des dépenses d'investissement annuelles futures, y compris la croissance attendue des flux de trésorerie, des produits et du BAIIA par suite des investissements accélérés, ses plans et attentes concernant l'incidence de la pandémie de la COVID-19 et les réponses face à cette pandémie, ainsi que son programme pluriannuel de croissance du dividende. Les mots « hypothèse », « but », « indication », « objectif », « perspective », « stratégie », « cible » et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que « avoir pour but », « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « viser à », « chercher à », « devoir » et « s'efforcer » dénotent généralement des énoncés prospectifs.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et à des incertitudes intrinsèques, et se fondent sur des hypothèses, y compris des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, les résultats de la Société ou les événements réels pourraient différer considérablement des attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs.

Les risques et incertitudes pouvant faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs contenus dans les présentes et dans les autres documents déposés par TELUS et intégrés par renvoi dans les présentes incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La pandémie de la COVID-19, y compris son incidence sur les clients, les fournisseurs et les vendeurs de la Société, les membres de son équipe et ses collectivités ainsi que les changements apportés aux activités de la Société en raison de la pandémie, notamment les fluctuations de l'offre et de la demande à l'égard des produits et services offerts par la Société et les réseaux de distribution au moyen desquels elle offre ces produits et services.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les modifications au régime de réglementation en vertu duquel la Société exerce ses activités (le moment de l'annonce ou de la mise en œuvre desquelles modifications est incertain) ou l'issue des instances, des cas ou des enquêtes liés à son application, lesquels comprennent, sans s'y limiter, ce qui est décrit à la rubrique 9.1 « Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des communications », du rapport de gestion de la Société pour les périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2022, notamment : la possibilité que le gouvernement autorise des fusions entre concurrents au sein du secteur dans lequel la Société exerce ses activités ou, à l'inverse, que le gouvernement intervienne afin d'accroître davantage la concurrence, notamment par l'intermédiaire de l'accès de gros obligatoire; les interventions supplémentaires possibles du gouvernement relatives aux tarifs; la législation fédérale et provinciale en matière de protection des consommateurs; de nouvelles instructions au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »); le dépôt au Parlement d'une nouvelle loi fédérale sur la protection de la vie privée qui pourrait conférer davantage de droits de protection de la vie privée aux consommateurs, créer des sanctions administratives pécuniaires importantes ainsi qu'un droit privé d'action, et mettre en œuvre un nouveau régime réglementaire pour l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur privé, dont les pouvoirs d'application seraient renforcés de manière importante; les modifications apportées aux lois fédérales existantes; les menaces possibles visant l'autorité de réglementation fédérale unitaire en matière de communications au Canada; les menaces possibles liées à la capacité du CRTC d'appliquer des mesures concurrentielles, telles que la règle du statu quo et le Code sur la vente en gros, qui vise à s'assurer que les entreprises intégrées verticalement traitent de façon équitable les distributeurs de radiodiffusion et les services de programmation concurrents; les mesures réglementaires prises par le Bureau de la concurrence ou par d'autres organismes de réglementation; le spectre et la conformité aux licences, y compris la conformité de la Société aux conditions de licence, les modifications apportées aux droits de licence d'utilisation du spectre et les décisions de politique concernant le spectre, notamment les restrictions concernant l'acquisition, la vente, la subordination, l'utilisation et le transfert de licences d'utilisation du spectre, le coût et la disponibilité du spectre et l'échéancier d'attribution du spectre, ainsi que les consultations en cours et futures et les décisions concernant la concession de licences d'utilisation du spectre et les cadres législatifs régissant celles-ci ainsi que les enchères visant le spectre et l'attribution de celui-ci; un projet de loi autorisant le gouvernement à restreindre l'utilisation dans les réseaux de télécommunications de l'équipement fabriqué par des sociétés spécifiques, y compris potentiellement Huawei et ZTE; un projet de loi imposant de nouvelles obligations d'information sur la cybersécurité; la demande du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie auprès des fournisseurs de services des télécommunications, y compris TELUS, visant à améliorer la résilience des réseaux; les restrictions concernant la propriété et le contrôle des actions ordinaires de TELUS (« actions ordinaires ») par des non-Canadiens et la surveillance continue et la conformité à ces restrictions; les modifications imprévues pouvant être apportées à l'actuel régime sur les droits d'auteur; et la capacité de la Société à se conformer aux règlements complexes et évolutifs visant le secteur des soins de santé et des appareils médicaux dans les territoires dans lesquels la Société exerce des activités, notamment à titre d'exploitant de cliniques de santé. Les territoires dans lesquels la Société exerce ses activités, ainsi que les contrats qu'elle conclut (particulièrement les contrats qu'a conclus TELUS International (Cda) Inc.

(« TELUS International » ou « TI »)), exigent que la Société se conforme ou qu'elle facilite la conformité de ses clients à de nombreux régimes juridiques complexes et parfois contradictoires, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Voir « Le rendement financier de TELUS International, qui a une incidence sur le rendement financier de la Société » ci-après.

- L'environnement concurrentiel, y compris la capacité de la Société à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée qui se distingue de celle de ses concurrents, y compris le déploiement et l'exploitation de l'infrastructure réseau qui ne cesse d'évoluer; l'intense concurrence, y compris la capacité des concurrents au sein de l'industrie à conjuguer avec succès une variété d'offres de nouveaux services et, dans certains cas, moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services existants; le succès remporté par les nouveaux produits et services et les systèmes de soutien comme la domotique, la sécurité et les services Internet des objets (« IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense concurrence continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par abonné (« PMMA »), sur les frais d'acquisition et de fidélisation et sur les taux de désabonnement liés à tous les services, actuels et à venir, comme le font les conditions du marché, les mesures prises par le gouvernement, les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les plus importants lots de données ou la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les regroupements, les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les ajouts et les pertes d'abonnés ainsi que les volumes de fidélisation des abonnés; la capacité de la Société à obtenir et à offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable alors que les coûts de contenu par unité ne cessent de croître; l'intégration verticale au sein de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; la capacité de TI à faire face à la concurrence de la part de sociétés de services professionnels qui offrent des services de consultation, de sociétés de technologie de l'information dotées de capacités numériques et de sociétés de services d'impartition de processus d'affaires et de centres d'appels classiques qui font évoluer leurs capacités pour offrir des services numériques générant une croissance et des marges plus élevées; en ce qui concerne les services TELUS Santé de la Société, la capacité de la Société à livrer concurrence aux autres fournisseurs de dossiers médicaux électroniques et de produits de gestion de pharmacies, aux experts en règlement de réclamations, aux fournisseurs de services d'intégration de systèmes et de services de santé, y compris les concurrents qui offrent une gamme intégrée verticalement de prestation de services de santé, des solutions en TI et des services connexes, les fournisseurs mondiaux qui pourraient accroître leur présence au Canada et dans le cadre de la prestation de services de santé virtuels, les services de santé préventifs et les services de réponse aux urgences personnelles; et, en ce qui concerne les services TELUS Agriculture & Biens de consommation de la Société, la capacité de la Société à faire face à la concurrence de la part de fournisseurs de services IdO et de logiciels ciblés.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services de téléphonie fixe (locaux et interurbains) traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement par des services mobiles; le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision, notamment en raison du piratage de contenu et du vol de signaux, de la prestation accrue aux consommateurs de services vidéo directs par contournement et de l'accroissement des plateformes de distribution de programmation vidéo multichânes virtuelle; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles et/ou par Internet; la baisse potentielle des PMMA en raison notamment du remplacement de la technologie par la messagerie textuelle et les applications de services par contournement; le remplacement par les services Wi-Fi de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices, notamment les services par contournement IP tels que les réseaux définis par logiciel dans le marché des affaires, qui pourraient supplanter les services de transmission de données existants de la Société ou donner lieu à une retarification de ses services, et les solutions technologiques auto-installées.
- Les défis relatifs à l'aptitude de la Société à déployer la technologie, y compris la demande accrue des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles

et la capacité spectrale et pourrait entraîner une hausse des coûts liés à la prestation de ces services; le recours par la Société à la technologie de l'information et sa capacité à rationaliser ses systèmes existants; le déploiement, les avantages et les efficacités anticipés ainsi que l'évolution des technologies et systèmes à large bande mobiles, y compris les plateformes de distribution vidéo et les technologies de réseau de télécommunications (les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP ») et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et l'aptitude de la Société à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); le recours par la Société à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de ses technologies mobiles; les fournisseurs choisis par la Société et leur capacité à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que la Société offre; les contraintes auxquelles les fournisseurs sont exposés et le taux de concentration et de pénétration sur le marché en ce qui concerne des produits tels que l'équipement pour réseaux, les services TELUS TV^{MD} et les appareils mobiles; le besoin de la Société prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données, et la capacité de la Société à utiliser le spectre qu'elle acquiert; le déploiement et l'exploitation de nouvelles technologies de réseau fixe à large bande à un coût raisonnable et la disponibilité des nouveaux produits et services lancés à l'aide de ces technologies de réseau ainsi que le succès remporté par ces nouveaux produits et services; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; et le déploiement par la Société d'outils d'autoapprentissage et d'automatisation, qui pourraient modifier la façon dont la Société interagit avec les clients.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre d'enchères ou de l'achat de ces licences auprès de tiers ont une incidence sur les facteurs suivants et sont touchés par ces facteurs : les initiatives de la Société liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; le déploiement continu par la Société de plus récentes technologies mobiles, y compris la technologie des petites cellules pour les services mobiles, afin d'améliorer la couverture et la capacité; les investissements dans la technologie requise pour se conformer aux lois et aux règlements se rapportant à la sécurité des cybersystèmes, y compris les interdictions sur les produits et services de certains fournisseurs; les investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau, y compris pour composer avec les variations des niveaux d'utilisation découlant des restrictions imposées en réponse à la pandémie de la COVID-19; l'attribution de ressources pour les acquisitions et les futures enchères de spectre que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada, y compris l'annonce d'une deuxième consultation sur la mise aux enchères de spectre dans la bande de fréquence de 3 800 MHz, qui, d'après une annonce du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, devrait avoir lieu en 2023, et l'enchère de spectre des ondes millimétriques, qui devrait commencer en 2024. Les niveaux des dépenses d'investissement de la Société pourraient être touchés si la Société n'atteint pas ses objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers ou que des modifications sont apportées au contexte réglementaire dans lequel elle évolue.
- Les risques liés à la performance opérationnelle et aux regroupements d'entreprises, y compris la dépendance de la Société à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales au moment opportun; la capacité de la Société à gérer les exigences liées aux ententes avec de grandes entreprises; la capacité de la Société à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme la capacité de la Société au moment opportun à réaliser des acquisitions et à les intégrer dans ses activités et sa culture, à réaliser des dessaisissements ou à établir des partenariats, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment ceux qui sont liés à la conformité aux ordonnances réglementaires); la capacité de la Société à cerner et à gérer les nouveaux risques inhérents aux nouveaux services qu'elle peut offrir, y compris ceux découlant des acquisitions, qui pourraient nuire à la marque, aux activités dans un domaine donné ou aux activités en général de la Société, ou l'exposer à d'autres litiges ou d'autres instances réglementaires; et la capacité de la Société à gérer efficacement la croissance de ses infrastructures et à intégrer de nouveaux membres à son équipe.

- La protection des données, y compris les risques que des défaillances ou des actes illicites entraînent l'accès non autorisé aux données, la modification des données ou encore la perte ou la distribution des données, ce qui pourrait compromettre le respect de la vie privée de particuliers et entraîner une perte financière et nuire à la réputation et à la marque de la Société.
- Les menaces liées à la sécurité, y compris les dommages intentionnels ou l'accès ou la tentative d'accès non autorisé aux actifs physiques de la Société ainsi qu'aux systèmes informatiques et réseaux de la Société, ou ceux de ses clients ou de ses fournisseurs, ce qui pourrait empêcher la Société d'offrir des services fiables ou se traduire par un accès non autorisé aux informations concernant la Société ou ses clients.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'ont pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent le programme d'efficience et d'efficacité opérationnelles de la Société visant à soutenir une amélioration des résultats financiers, l'intégration des activités; la simplification des produits à l'intention des entreprises clientes; l'automatisation et l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation; les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers.
- Les activités à l'étranger et la capacité de la Société à gérer avec succès ses activités à l'étranger, y compris la gestion des risques tels que ceux liés aux fluctuations du change et son exposition à divers risques liés à l'économie, au commerce international ou à la politique ainsi que d'autres risques liés au commerce mondial. Voir également « Le rendement financier de TELUS International, qui a une incidence sur le rendement financier de la Société ».
- Les événements touchant la continuité des activités, y compris la capacité de la Société à maintenir son service à la clientèle et à exploiter son réseau en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations techniques et les bris d'infrastructures; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les retards et les coûts en hausse liés à la chaîne d'approvisionnement, notamment ceux découlant de restrictions de la part des gouvernements ou de mesures commerciales; les menaces de catastrophes naturelles; les phénomènes météorologiques extrêmes; les épidémies; les pandémies (y compris l'actuelle pandémie de la COVID-19); l'instabilité politique dans certains pays; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données, ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Le rendement financier de TELUS International, qui a une incidence sur le rendement financier de la Société. Les facteurs qui peuvent avoir une incidence sur le rendement financier de TI sont décrits dans ses documents publics, qui sont disponibles sur SEDAR et sur EDGAR, et peuvent comprendre les facteurs suivants : une vive concurrence de la part de sociétés offrant des services similaires; la capacité de TI à attirer et à maintenir en poste des membres compétents de l'équipe pour soutenir ses activités; la capacité de TI à croître et à maintenir la rentabilité s'il survient des changements relatifs à la technologie ou si les attentes des clients évoluent plus rapidement que les offres de services et les outils et processus internes; la préservation par TI de sa culture au fur et à mesure qu'elle prend de l'expansion; les effets des conditions géopolitiques et économiques sur les entreprises de ses clients et leurs demandes visant ses services; le fait qu'une partie importante des produits d'exploitation de TI dépend d'un nombre limité de clients importants; la consolidation continue dans plusieurs des marchés verticaux dans lesquels TI offre des services pourrait entraîner la perte d'un client; les effets négatifs de la pandémie de la COVID-19 sur les activités et les résultats financiers de TI; le risque que les activités de TI soient touchées défavorablement par la classification éventuelle de certains entrepreneurs indépendants en tant qu'employés, et les coûts liés à la défense, au règlement ou à la résolution de toute poursuite future (y compris les demandes d'arbitrage) liée à la classification d'entrepreneur indépendant; la capacité de TI à repérer des acquisitions, à les réaliser, à les intégrer et à en réaliser les avantages ainsi que sa capacité à gérer les risques connexes; les cyberattaques ou la communication non autorisée d'information entraînant l'accès à de l'information ou à des données confidentielles ou sensibles de ses clients ou des clients de ces derniers, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur sa réputation et sur la confiance des clients; les activités de TI ne se

développant pas de la façon prévue à l'heure actuelle en raison d'une réaction publique défavorable à l'impartition à l'étranger, à de la législation proposée ou autrement; la capacité à répondre aux attentes des clients relativement à ses services de modération de contenu pourrait être touchée négativement par des facteurs indépendants de sa volonté, et les membres de son équipe de modération de contenu pourraient subir des effets cognitifs ou émotifs défavorables dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions; et le peu d'antécédents d'exploitation de TI en tant que société cotée en bourse distincte. La principale monnaie fonctionnelle et de présentation de TI est le dollar américain, et l'apport aux résultats consolidés de la Société découlant des résultats positifs tirés du secteur Expérience client propulsée par le numérique – TELUS International (« ECPN ») de la Société pourrait être neutralisé par l'appréciation du dollar canadien (la monnaie de présentation de la Société) par rapport au dollar américain, à l'euro, au peso philippin et à d'autres monnaies dans les territoires dans lesquels TI exerce ses activités. Le cours des actions avec droit de vote subalterne de TI (« actions avec droit de vote subalterne de TI ») pourrait être volatil et risque de fluctuer en raison de bon nombre de facteurs indépendants de la volonté de TI, dont les variations réelles et prévues de la rentabilité; les nouveautés générales en matière d'économie, de société ou de politique; des changements dans les conditions de l'industrie; des changements apportés à la réglementation en matière de gouvernance; l'inflation; le faible volume des opérations; l'état général des marchés boursiers; et d'autres événements importants. TI pourrait choisir de publier ses cibles ou de fournir d'autres projections relatives à ses activités et elle pourrait être incapable d'atteindre ces cibles, ce qui pourrait également entraîner une réduction du cours des actions avec droit de vote subalterne de TI. Une baisse du cours des actions avec droit de vote subalterne de TI découlant de ces facteurs ou d'autres facteurs pourrait entraîner une baisse de la juste valeur des actions avec droit de vote multiple de TI détenues par TELUS.

- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans une industrie hautement concurrentielle (notamment la fidélisation des membres de l'équipe responsable d'acquisitions récentes dans de nouveaux secteurs de l'entreprise de la Société), le niveau de participation des employés de la Société et l'incidence sur cette participation ou d'autres aspects de son entreprise ou toute convention collective non réglée, sa capacité à préserver sa culture unique au fur et à mesure de sa croissance, le risque que certains entrepreneurs indépendants de l'entreprise soient considérés comme des employés, la réponse imprévue à l'égard de la politique de vaccination contre la COVID-19 de la Société et de la réouverture de ses bureaux administratifs; et la santé de son équipe.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité de la Société de mener des activités de financement, de refinancer sa dette arrivant à échéance, de réduire son ratio dette nette/BAIIA pour atteindre le niveau ciblé compte tenu des demandes de trésorerie reliées aux enchères de spectre et/ou sa capacité à maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes. Si le financement actuel est insuffisant pour couvrir les exigences en matière de financement de la Société, cette situation pourrait nuire à ses plans d'affaires et à sa croissance.
- Des flux de trésorerie disponibles inférieurs aux prévisions pourraient nuire à la capacité de la Société à investir dans les activités, à réduire son levier financier ou à fournir un rendement du capital investi à ses actionnaires, et pourraient se répercuter sur la capacité de la Société de maintenir le programme de croissance du dividende jusqu'en 2025 et d'autres programmes de croissance du dividende. Ce programme pourrait être touché par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, les fluctuations de l'économie canadienne ou mondiale, le bénéfice et les flux de trésorerie disponibles de la Société, le niveau de ses dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, les acquisitions, la gestion de la structure du capital de la Société, les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation ainsi que les événements touchant la poursuite des activités. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration de la Société en fonction de la situation financière et des perspectives de la Société. La Société peut racheter des actions ordinaires au moyen d'une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités lorsqu'elle estime que cela représente une bonne occasion, en fonction de sa situation financière et de ses perspectives, et du cours des actions ordinaires de TELUS sur le marché. Il n'existe aucune certitude que le programme de croissance du dividende de la Société ou toute offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront maintenus ni qu'ils ne feront pas l'objet de modifications ou seront menés à terme.

- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes au pays et à l'étranger par les administrations fiscales compétentes qui pourraient différer des interprétations de la Société; la nature des produits et des déductions et le moment auquel sont comptabilisés les produits ainsi que les déductions telles que l'amortissement aux fins de l'impôt et les charges d'exploitation; les crédits d'impôt ou autres attributs; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus, y compris l'assujettissement à l'impôt du bénéficiaire et la déductibilité des attributs fiscaux ou l'application rétroactive d'une nouvelle loi; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que les modifications apportées à l'interprétation des lois fiscales, notamment en raison des modifications apportées aux normes comptables applicables, ou de l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations fiscales, des redressements ou des décisions défavorables des tribunaux ayant une incidence sur l'impôt que la Société est tenue de payer.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris la capacité de la Société à donner suite avec succès aux enquêtes et aux instances réglementaires; la capacité de la Société à bien assurer sa défense dans le cadre des réclamations et des poursuites actuelles et possibles (y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire), ou à négocier et à exercer les droits en matière d'indemnités ou d'autres protections relativement à ces réclamations et à ces poursuites; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger, y compris le respect des lois sur la concurrence, des lois anticorruption et des lois concernant les pratiques de corruption à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent les activités de la Société, y compris les risques liés au climat (comme les phénomènes météorologiques extrêmes ou d'autres catastrophes naturelles), les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans les immeubles de la Société; les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et des réponses de la Société; ainsi que des enjeux liés aux épidémies ou aux pandémies, notamment la pandémie de la COVID-19 et la réponse de la Société à cette pandémie, qui pourrait accroître ou accentuer ces facteurs.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par des gouvernements étrangers et la pandémie de la COVID-19 actuelle ainsi que la réponse des secteurs public et privé à cette pandémie; les attentes relatives aux taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des fluctuations des prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement des régimes de retraite et les facteurs ayant une incidence sur les obligations au titre des prestations de retraite, la capitalisation et les taux d'actualisation relatifs à la solvabilité; les fluctuations des taux de change dans les régions où la Société exerce des activités; les notations de crédit des dettes d'États et leur incidence sur le coût d'emprunt; l'incidence des tarifs pour le commerce entre le Canada et les États-Unis; et les répercussions à l'échelle mondiale de la dynamique des relations commerciales entre les grandes économies mondiales.
- L'utilisation de l'énergie, y compris la capacité de la Société à trouver, à fournir et à mettre en œuvre des solutions pour réduire la consommation d'énergie et adopter des sources d'énergie plus propres; la capacité de la Société à déterminer les énergies renouvelables et à réaliser des investissements adaptés dans celles-ci, y compris sous la forme d'accords d'achat d'énergie virtuels; la capacité de la Société à poursuivre ses efforts de réduction significative de sa consommation d'énergie et des émissions de GES résultantes dans ses activités (notamment par suite des programmes et des initiatives axés sur ses bâtiments et son réseau); ainsi que d'autres risques liés à la réalisation des objectifs de la Société en matière de carboneutralité et de réduction de ses émissions de GES d'ici 2030.

Ces risques sont décrits en détail dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et dans le rapport de gestion pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022. Ces descriptions sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde, mais ne représentent pas une liste complète des risques pouvant avoir une incidence sur la Société. Voir également « Facteurs de risque » dans le présent supplément de prospectus.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de la volonté de la Société ou de ses attentes ou de ses connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle considère comme non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière, sa performance financière, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation. Sauf indication contraire dans le présent prospectus et les documents intégrés par renvoi dans celui-ci, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent supplément de prospectus.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs dans le présent supplément de prospectus et le prospectus simplifié préalable de base auquel il se rapporte décrivent les attentes de la Société et s'appuient sur ses hypothèses à la date des présentes et sont susceptibles de changer après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, la Société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent prospectus et les documents qui sont intégrés par renvoi dans celui-ci et ceux-ci sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

SOMMAIRE

Le sommaire suivant doit être lu en parallèle avec les renseignements plus détaillés qui paraissent ailleurs dans le présent supplément de prospectus, dans le prospectus simplifié préalable de base qui l'accompagne et auquel il se rapporte et dans les documents intégrés par renvoi aux présentes et dans le prospectus simplifié. À moins que le contexte ne s'y oppose, dans le présent supplément de prospectus, « TELUS » et la « Société » s'entendent de TELUS Corporation, de ses filiales consolidées et des sociétés qu'elle a remplacées dans leur ensemble. Le symbole « \$ » et les mentions de « dollars » s'entendent du dollar canadien et le symbole « \$ US » et les mentions de « dollars américains » s'entendent du dollar américain.

Les billets de série CAG

Émission	Capital global de 1 100 000 000 \$ de billets de série CAG. Les billets de série CAG sont des « obligations liées au développement durable » émises conformément au cadre de référence. Voir « Cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS applicable aux billets de série CAG ».
Échéance	Les billets de série CAG viendront à échéance le 15 novembre 2032.
Intérêt	Les billets de série CAG porteront intérêt au taux annuel de 5,25 % (« taux initial sur les billets de série CAG ») payable à terme échu en versements semestriels égaux (à l'exception du premier paiement d'intérêt) le 15 mai et le 15 novembre de chaque année. Le premier paiement d'intérêt sur les billets de série CAG d'un montant de 9 967 808,22 \$ sera payable le 15 novembre 2022.
Intérêt après l'événement déclencheur	À la survenance d'un événement déclencheur à l'égard de la période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant le 15 novembre 2030, le taux d'intérêt annuel aux fins de la détermination du montant de l'intérêt payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à cette période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG augmentera d'un montant correspondant à 0,75 % par année et le taux d'intérêt augmenté sera payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à chaque période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG subséquente par la suite.
Majoration de type NPF	Le taux d'intérêt sur les billets de série CAG peut également être majoré par suite d'événements déclencheurs à l'égard de futures OLDD (au sens défini dans les présentes). Voir « Modalités du placement — Capital, échéance et intérêt — Billets de série CAG — Majoration de type NPF en raison d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD ».
Date de vérification de l'objectif	Le 31 décembre 2030.
Objectif de rendement en matière de durabilité	Réduire, en valeur absolue, les émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici la date de vérification de l'objectif. Voir « Cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS applicable aux billets de série CAG ».
Événement déclencheur	Un « événement déclencheur » à l'égard des billets de série CAG surviendra si i) la Société n'atteint pas l'objectif de rendement en matière de durabilité (« ORD ») à la date de vérification de l'objectif tel qu'il est déterminé par le vérificateur externe (au sens défini dans les présentes) et tel qu'il est confirmé dans le certificat d'assurance de vérification de l'ORD (au sens défini dans les présentes), ii) la Société n'a pas publié le certificat d'assurance de vérification de l'ORD au plus tard le 30 avril 2031 ou iii) le certificat d'assurance de vérification de l'ORD contient une réserve quant à l'atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité en date de vérification de l'objectif.
Délivrance du certificat	TELUS publiera sur son site Web le certificat d'assurance de vérification de l'ORD, qui confirmera si TELUS a atteint ou non l'objectif de rendement en matière de durabilité en date de

d'assurance de vérification de l'ORD	<p>vérification de l'objectif. Le certificat d'assurance de vérification de l'ORD sera publié au plus tard à la dernière des dates suivantes à survenir i) la date de publication des états financiers consolidés audités de TELUS pour l'exercice se terminant à la date de vérification de l'objectif et ii) le 31 mars 2031; toutefois, dans la mesure où TELUS détermine qu'une période de temps additionnelle sera requise pour que le vérificateur externe produise le certificat d'assurance de vérification de l'ORD pertinent, alors le certificat de vérification de l'ORD sera publié dès que raisonnablement possible après le 31 mars 2031, mais dans tous les cas au plus tard le 30 avril 2031.</p> <p>Pour tout exercice se terminant avant la date de vérification de l'objectif, TELUS sera autorisée à publier sur son site Web un certificat d'assurance de vérification anticipée (au sens défini dans les présentes) confirmant si TELUS a atteint l'objectif de rendement en matière de durabilité à la date de vérification de l'objectif anticipée (au sens défini dans les présentes).</p>
Vérificateur externe	<p>Un cabinet comptable ou d'évaluation indépendant ou tout autre expert indépendant reconnu internationalement nommé par TELUS, dans chaque cas possédant l'expertise nécessaire (tel que le détermine TELUS, agissant raisonnablement) pour exercer les fonctions devant être exercées par le vérificateur externe afin de déterminer si l'objectif de rendement en matière de durabilité a été atteint.</p>
Priorité	<p>Les billets de série CAG constitueront des obligations non garanties et non subordonnées de la Société, auront égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société et auront priorité de rang, quant au droit de paiement, sur toutes les dettes subordonnées existantes et futures de la Société, mais seront effectivement subordonnées à toutes les obligations existantes et futures des filiales de la Société ou garanties par celles-ci.</p>
Remboursement facultatif	<p>Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment avant le 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant au montant intégral (au sens défini dans les présentes). Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment à compter du 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement correspondant au montant de remboursement par anticipation à la valeur nominale (au sens défini dans les présentes). Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.</p> <p>En cas de changements dans la législation fiscale du Canada ou d'une province canadienne à l'égard des billets de série CAG, TELUS peut, dans certaines circonstances, rembourser les billets de série CAG, en totalité et non en partie, à 100 % de leur capital impayé, majoré de l'intérêt couru et impayé (au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur), le cas échéant, et de tout montant additionnel (défini dans les présentes), le cas échéant, jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Voir « Modalités du placement — Remboursement fiscal ».</p>
Changement de contrôle	<p>La Société devra faire une offre de rachat des billets de série CAG à un prix correspondant à 101 % de leur capital impayé majoré de l'intérêt couru et impayé (au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur) à la date de rachat à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle (défini dans les présentes). Voir « Modalités du placement — Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle ».</p>
Certains engagements	<p>L'acte de fiducie canadien (défini dans les présentes) aux termes duquel les billets de série CAG seront émis comprendra certains engagements qui, notamment, limiteront la capacité de la Société et de certaines de ses filiales importantes de garantir une dette (définie dans les présentes) au moyen d'une sûreté et de conclure des opérations de vente et de cession-bail (définies dans les présentes) et qui limiteront la capacité de ces filiales de contracter de nouvelles dettes. Voir « Modalités du placement — Clause restrictive », « — Restriction sur la dette des filiales restreintes » et « — Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail ».</p>

Emploi du produit Le produit net total que la Société tirera de la vente des billets de série CAG aux termes du présent placement est évalué à environ 1 092 M\$ après le paiement de la rémunération des placeurs pour compte, mais avant la déduction des frais du présent placement relatifs aux billets de série CAG. Le produit net du présent placement servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. Avant que le produit net ne soit ainsi utilisé, la Société l'investira dans des dépôts bancaires et des titres négociables à court terme. Voir « Emploi du produit » et « Structure du capital consolidé ».

Forme et coupures Les billets de série CAG seront émis sous forme d'un ou de plusieurs titres globaux entièrement nominatifs qui seront détenus par Services de compensation et de dépôt CDS inc. ou pour son compte. Les billets de série CAG seront émis uniquement sous forme entièrement nominative, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et des multiples intégraux de cette somme.

Incidences fiscales fédérales canadiennes Les billets de série CAG pourraient être considérés des « créances visées par règlement » aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral canadien. Les détenteurs éventuels des billets de série CAG devraient se reporter à l'exposé sous la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Droit applicable Ontario, Canada.

Les billets de série CAH

Émission Capital global de 550 000 000 \$ de billets de série CAH.

Échéance Les billets de série CAH viendront à échéance le 13 septembre 2052.

Intérêt Les billets de série CAH porteront intérêt au taux annuel de 5,65 % payable à terme échu en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année, à compter du 13 mars 2023.

Priorité Les billets de série CAH constitueront des obligations non garanties et non subordonnées de la Société, auront égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société et auront priorité de rang, quant au droit de paiement, sur toutes les dettes subordonnées existantes et futures de la Société, mais seront effectivement subordonnées à toutes les obligations existantes et futures des filiales de la Société ou garanties par celles-ci.

Remboursement facultatif Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant a) à la valeur actualisée des billets de série CAH (au sens défini à la rubrique « Modalités du placement — Remboursement facultatif — Billets de série CAH ») ou b) à 100 % de leur capital, selon le montant le plus élevé. Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

En cas de changements dans la législation fiscale du Canada ou d'une province canadienne à l'égard des billets de série CAH, TELUS peut, dans certaines circonstances, rembourser les billets de série CAH, en totalité et non en partie, à 100 % de leur capital impayé, majoré de l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, et de tout montant additionnel (défini dans les présentes), le cas échéant,

jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Voir « Modalités du placement — Remboursement fiscal ».

Changement de contrôle La Société devra faire une offre de rachat des billets de série CAH à un prix correspondant à 101 % de leur capital impayé majoré de l'intérêt couru et impayé à la date de rachat à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle (défini dans les présentes). Voir « Modalités du placement — Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle ».

Certains engagements L'acte de fiducie canadien (défini dans les présentes) aux termes duquel les billets de série CAH seront émis comprendra certains engagements qui, notamment, limiteront la capacité de la Société et de certaines de ses filiales importantes de garantir une dette (définie dans les présentes) au moyen d'une sûreté et de conclure des opérations de vente et de cession-bail (définies dans les présentes) et qui limiteront la capacité de ces filiales de contracter de nouvelles dettes. Voir « Modalités du placement — Clause restrictive », « — Restriction sur la dette des filiales restreintes » et « — Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail ».

Emploi du produit Le produit net total que la Société tirera de la vente des billets de série CAH aux termes du présent placement est évalué à environ 545 M\$ après le paiement de la rémunération des placeurs pour compte, mais avant la déduction des frais du présent placement relatifs aux billets de série CAH. Le produit net du présent placement servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. Avant que le produit net ne soit ainsi utilisé, la Société l'investira dans des dépôts bancaires et des titres négociables à court terme. Voir « Emploi du produit » et « Structure du capital consolidé ».

Forme et coupures Les billets de série CAH seront émis sous forme d'un ou de plusieurs titres globaux entièrement nominatifs qui seront détenus par Services de compensation et de dépôt CDS inc. ou pour son compte. Les billets de série CAH seront émis uniquement sous forme entièrement nominative, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et des multiples intégraux de cette somme.

Droit applicable Ontario, Canada.

Les billets de série CAI

Émission Capital global de 350 000 000 \$ de billets de série CAI.

Échéance Les billets de série CAI viendront à échéance le 13 septembre 2029.

Intérêt Les billets de série CAI porteront intérêt au taux annuel de 5,00 % payable à terme échu en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année, à compter du 13 mars 2023.

Priorité Les billets de série CAI constitueront des obligations non garanties et non subordonnées de la Société, auront égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société et auront priorité de rang, quant au droit de paiement, sur toutes les dettes subordonnées existantes et futures de la Société, mais seront effectivement subordonnées à toutes les obligations existantes et futures des filiales de la Société ou garanties par celles-ci.

Remboursement facultatif Les billets de série CAI peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant a) à la valeur actualisée des billets de série CAI (au sens défini à la rubrique « Modalités du placement — Remboursement facultatif — Billets de série CAI ») ou b) à 100 % de leur capital, selon le montant le plus élevé. Les billets de

série CAI peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité ou, de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

En cas de changements dans la législation fiscale du Canada ou d'une province canadienne à l'égard des billets de série CAI, TELUS peut, dans certaines circonstances, rembourser les billets de série CAI, en totalité et non en partie, à 100 % de leur capital impayé, majoré de l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, et de tout montant additionnel (défini dans les présentes), le cas échéant, jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Voir « Modalités du placement — Remboursement fiscal ».

Changement de contrôle	La Société devra faire une offre de rachat des billets de série CAI à un prix correspondant à 101 % de leur capital impayé majoré de l'intérêt couru et impayé à la date de rachat à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle (défini dans les présentes). Voir « Modalités du placement — Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle ».
Certains engagements	L'acte de fiducie canadien (défini dans les présentes) aux termes duquel les billets de série CAI seront émis comprendra certains engagements qui, notamment, limiteront la capacité de la Société et de certaines de ses filiales importantes de garantir une dette (définie dans les présentes) au moyen d'une sûreté et de conclure des opérations de vente et de cession-bail (définies dans les présentes) et qui limiteront la capacité de ces filiales de contracter de nouvelles dettes. Voir « Modalités du placement — Clause restrictive », « — Restriction sur la dette des filiales restreintes » et « — Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail ».
Emploi du produit	Le produit net total que la Société tirera de la vente des billets de série CAI aux termes du présent placement est évalué à environ 347 M\$ après le paiement de la rémunération des placeurs pour compte, mais avant la déduction des frais du présent placement relatifs aux billets de série CAI. Le produit net du présent placement servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. Avant que le produit net ne soit ainsi utilisé, la Société l'investira dans des dépôts bancaires et des titres négociables à court terme. Voir « Emploi du produit » et « Structure du capital consolidé ».
Forme et coupures	Les billets de série CAI seront émis sous forme d'un ou de plusieurs titres globaux entièrement nominatifs qui seront détenus par Services de compensation et de dépôt CDS inc. ou pour son compte. Les billets de série CAI seront émis uniquement sous forme entièrement nominative, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et des multiples intégraux de cette somme.
Droit applicable	Ontario, Canada.

FACTEURS DE RISQUE

Les acquéreurs éventuels de billets de l'une ou l'autre des séries devraient examiner attentivement les questions mentionnées à la rubrique « Facteurs de risque » du présent supplément de prospectus et à la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et au rapport de gestion pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, qui sont intégrés par renvoi dans les présentes.

FAITS NOUVEAUX

Le 1^{er} septembre 2022, TELUS a conclu l'acquisition de LifeWorks Inc. (« LifeWorks ») au moyen d'un plan d'arrangement aux termes duquel TELUS a acquis la totalité des actions émises et en circulation de LifeWorks pour une contrepartie totale d'environ 2,3 G\$ et a pris en charge une dette nette d'environ 600 M\$. Au moment de la clôture de l'arrangement, la contrepartie totale a été réglée par un montant en espèces d'environ 1 G\$ et par l'émission d'environ 33 millions d'actions ordinaires de TELUS. LifeWorks est un fournisseur mondial de services de santé et de mieux-être numériques et en personne et ses services entreront dans le giron de l'offre de services de TELUS Santé de la Société.

STRUCTURE DU CAPITAL CONSOLIDÉ

Le tableau suivant présente les données réelles liées au montant net de la trésorerie et des placements temporaires et à la structure du capital de TELUS au 30 juin 2022 et les données ajustées pour tenir compte i) du présent placement et ii) de l'emploi du produit net du présent placement aux fins du remboursement de l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et de la réduction des montants en trésorerie impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. Ce tableau devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates, ainsi que le rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant et les notes y afférentes et avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société au 30 juin 2022 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date. Tous les montants libellés en dollars américains ont été convertis en dollars canadiens au taux de change quotidien moyen tel qu'il est déclaré par la Banque du Canada au 30 juin 2022 (1,00 \$ US = 1,2886 \$).

	Au 30 juin 2022	
	Données réelles	Données ajustées
	(en millions)	
Trésorerie et placements temporaires, montant net	382 \$	382 \$ ^{1,2}
Montants provenant de la la fiducie de créances ¹	275	100
Facilités bancaires et autres	4	4
Total des emprunts à court terme	279	104
Dette à long terme		
Billets liés à la durabilité à 5,25 %, série CAG échéant en novembre 2032 offerts aux présentes	—	1 100
Billets à 5,65 %, série CAH échéant en septembre 2052 offerts aux présentes ...	—	550
Billets à 5,00 %, série CAI échéant en septembre 2029 offerts aux présentes	—	350
Billets de TELUS Corporation		
De série CJ à 3,35 % échéant en mars 2023	500	500
De série CK à 3,35 % échéant en avril 2024	1 098	1 098
De série CL à 4,40 % échéant en avril 2043	596	596
De série CN à 5,15 % échéant en novembre 2043	396	396
De série CP à 4,85 % échéant en avril 2044	885	885
De série CQ à 3,75 % échéant en janvier 2025	798	798
De série CR à 4,75 % échéant en janvier 2045	395	395
De série CU à 4,40 % échéant en janvier 2046	497	497
De série CV à 3,75 % échéant en mars 2026	597	597
De série CW à 4,70 % échéant en mars 2048	471	471
De série CX à 3,625 % échéant en mars 2028	594	594
De série CY à 3,30 % échéant en mai 2029	989	989
De série CZ à 2,75 % échéant en juillet 2026	797	797
De série CAA à 3,15 % échéant en février 2030	595	595
De série CAB à 3,95 % échéant en février 2050	793	793
De série CAC à 2,35 % échéant en janvier 2028	596	596
De série CAD à 2,05 % échéant en octobre 2030	496	496
De série CAE à 4,10 % échéant en avril 2051	494	494

Au 30 juin 2022

	Données réelles	Données ajustées
	(en millions)	
De série CAF à 2,85 % échéant en novembre 2031	744	744
Billets à 2,80 % échéant en février 2027 ³	766	766
Billets à 3,70 % échéant en septembre 2027 ⁴	641	641
Billets à 3,40 % échéant en mai 2032 ⁵	1 145	1 145
Billets à 4,60 % échéant en novembre 2048 ⁶	945	945
Billets à 4,30 % échéant en juin 2049 ⁷	631	631
Papier commercial de TELUS Corporation ²	1 922	105
Facilités de crédit de TELUS Corporation ²	—	—
Facilité de crédit de TELUS International ⁸	984	984
Déventures de TELUS Communications Inc.		
De série B à 8,80 % échéant en septembre 2025	199	199
Obligations locatives	1 764	1 764
Autres	300	300
Total de la dette à long terme	<u>21 628</u>	<u>21 811</u>
Total de la dette	<u>21 907</u>	<u>21 915</u>
Capitaux propres :		
Actions ordinaires ⁹	9 967	9 967
Surplus d'apport	1 025	1 025
Bénéfices non distribués	4 489	4 489
Cumul des autres éléments du résultat global	235	235
Participations ne donnant pas le contrôle	964	964
Total des capitaux propres	<u>16 680</u>	<u>16 680</u>
Total du capital investi	<u>38 205 \$</u>	<u>38 213 \$</u>

Notes :

1. Reflète un montant d'environ 1 992 millions de dollars découlant de l'émission de billets offerts aux présentes (selon le prix d'offre des billets de chaque série), et suppose que le produit net du présent placement servira au remboursement de l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et à la réduction des montants en trésorerie impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. Les frais d'émission liés au présent placement ne sont pas déduits du montant reflété. À la date du présent supplément de prospectus, le solde de la fiducie de créances s'établissait à 580 millions de dollars.
2. En date du présent supplément de prospectus, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit de 2021, un montant de 1,6 milliard de dollars avait été prélevé sur la facilité de crédit de 2022 (en vue de financer la tranche en trésorerie de la contrepartie liée à l'acquisition de la totalité des actions de LifeWorks émises et en circulation et le remboursement de la facilité de crédit de LifeWorks et aux fins générales de LifeWorks) et le montant de l'encours du papier commercial, montant qui est intégralement libellé en dollars américains, s'élevait à 1,4 milliard de dollars US (1,9 milliard de dollars, selon le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada le 7 septembre 2022, soit 1,00 \$ US = 1,3164 \$, avant l'application du produit du présent placement).
3. Le montant en capital impayé des billets à 2,80 % échéant en février 2027 s'élève à 600 millions de dollars US.
4. Le montant en capital impayé des billets à 3,70 % échéant en septembre 2027 s'élève à 500 millions de dollars US.
5. Le montant en capital impayé des billets à 3,40 % échéant en mai 2032 s'élève à 900 millions de dollars US.
6. Le montant en capital impayé des billets à 4,60 % échéant en novembre 2048 s'élève à 750 millions de dollars US.
7. Le montant en capital impayé des billets à 4,30 % échéant en juin 2049 s'élève à 500 millions de dollars US.
8. En date du présent supplément de prospectus, un montant de 0,9 milliard de dollars US (1,1 milliard de dollars, selon le taux de change quotidien moyen publié par la Banque du Canada le 7 septembre 2022, soit 1,00 \$ US = 1,3164 \$) avait été prélevé sur la facilité de crédit de TELUS International.
9. À la date du présent supplément de prospectus, les actions ordinaires comprises dans les capitaux propres se chiffraient à environ 11 milliards de dollars, ce qui reflète l'émission d'environ 33 millions d'actions ordinaires dans le cadre de la contrepartie liée à l'acquisition de LifeWorks.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net total que la Société tirera du présent placement est évalué à environ 1 984 M\$ après le paiement de la rémunération des placeurs pour compte, mais avant la déduction des frais du présent placement. Le produit net du présent placement servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. Avant que le produit net ne soit ainsi utilisé, la Société l'investira dans des dépôts bancaires et des titres négociables à court terme. Voir « Structure du capital consolidé ».

RATIOS DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE

Les ratios de couverture par le bénéfice consolidé suivants ont été calculés pour les périodes de 12 mois closes le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022. Les ratios de couverture par le bénéfice correspondent aux ratios i) du bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat et ii) des coûts d'emprunt.

Pour les périodes de 12 mois closes le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022, le bénéfice net consolidé de la Société attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat s'élevait à 2 948 millions de dollars et à 3 201 millions de dollars, respectivement. Les coûts d'emprunt *pro forma* pour les périodes de 12 mois présentées étaient de 935 millions de dollars et de 916 millions de dollars, respectivement. Les coûts d'emprunt et les ratios de couverture par le bénéfice pour les périodes de 12 mois closes le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2022 tiennent compte, sur une base *pro forma*, de l'émission, du remboursement et du rachat de l'ensemble des titres de créance à long terme de la Société depuis ces dates (y compris le placement et l'application ou l'application présumée du produit connexe, comme s'ils étaient survenus au début de ces périodes de 12 mois. Les ratios de couverture par le bénéfice indiqués ci-après ne se veulent pas une indication des ratios de couverture par le bénéfice pour des périodes à venir.

Périodes de 12 mois closes	le 31 décembre 2021	le 30 juin 2022
Ratios de couverture par le bénéfice.....	3,2 fois	3,5 fois

L'information contenue dans les présentes pour la période de 12 mois close le 30 juin 2022 est fondée sur l'information financière non audité.

CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LES OBLIGATIONS LIÉES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE TELUS APPLICABLE AUX BILLETS DE SÉRIE CAG

Le 14 juin 2021, TELUS a annoncé l'adoption de son cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS (« cadre de référence »). Le cadre de référence a été élaboré conformément aux Principes applicables aux obligations liées au développement durable de 2020 publiés par la International Capital Markets Association (« ICMA ») et il présente le processus que TELUS entend suivre lors de l'émission de ses nouvelles obligations liées au développement durable. Aux termes du cadre de référence, TELUS renforce son engagement précédemment annoncé à réduire, en valeur absolue, ses émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici 2030.

Les billets de série CAG représentent la seule série de billets émis aux termes des présentes qui constituent des « obligations liées au développement durable » émises conformément au cadre de référence.

La stratégie en matière de durabilité de la Société

La durabilité est intégrée dans la stratégie d'entreprise, les valeurs et la culture de TELUS, et le rendement en matière de durabilité de TELUS lui offre des occasions favorables sur les plans économiques, environnementaux et sociaux. TELUS prend des mesures relatives aux questions de durabilité qui sont importantes pour ses parties prenantes, qui ont des répercussions considérables sur la Société et à l'égard desquelles elle a la possibilité d'exercer une influence positive.

L'objectif de la stratégie en matière de durabilité de la Société est d'exploiter la technologie de pointe mondiale pour créer un changement significatif.

Au début de 2021, TELUS s'est engagée à atteindre les objectifs transformationnels de réduction de ses émissions suivants qui ont été approuvés par l'initiative Science Based Targets (« iSBT ») et l'iSBT a déterminé que l'objectif de TELUS selon les champs d'application 1 et 2 (comme il est énoncé ci-dessous) est aligné sur un taux de décarbonisation permettant de contenir l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C comparativement aux températures pré-industrielles, conformément à l'Accord de Paris :

1. Réduire, en valeur absolue, les émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici 2030. Les émissions de GES selon le champ d'application 1 sont les émissions de GHG qui proviennent de sources détenues ou contrôlées par la Société, comme les combustibles, qui comprennent le gaz naturel, l'essence et le diesel. Les émissions de GES selon le champ d'application 2 sont les émissions indirectes de GES associées à l'électricité achetée consommée par la Société, comme l'électricité utilisée pour alimenter le réseau et les bureaux de la Société.
2. Réduire, en valeur absolue, les émissions de GES selon le champ d'application 3 qui proviennent des déplacements d'affaires et des déplacements domicile-travail de 46 % selon le même calendrier.
3. Réduire les émissions de GES selon le champ d'application 3 qui proviennent des biens et services achetés, des biens d'équipement et de l'utilisation de produits vendus de 75 % par tranche de un million de dollars de produits d'exploitation selon le même calendrier.

TELUS a choisi 2019 comme année de référence puisqu'elle représentait la dernière année complète de données liées aux GES disponibles au moment de la préparation de sa soumission à l'iSBT. En outre, TELUS a déterminé que les résultats de 2020 comprenaient des réductions atypiques, en valeur absolue, des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 en raison des incidences de la pandémie de la COVID-19. En 2019, les émissions de GES de TELUS, en valeur absolue, selon les champs d'application 1 et 2 ont totalisé 302 579 t éq. CO₂.

Motifs à l'appui du « cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS »

Pour tirer profit de sa robuste stratégie en matière de durabilité tout en reconnaissant la valeur de lier cette stratégie à son financement, TELUS a créé le cadre de référence qui s'harmonise aux cinq éléments fondamentaux des Principes applicables aux obligations liées au développement durable publiés par l'ICMA en juin 2020 :

1. Sélection de l'indicateur de rendement clé
2. Calibrage de l'objectif de rendement en matière de durabilité
3. Caractéristiques des billets
4. Production de rapport
5. Vérification

Une copie du cadre de référence peut être consultée sur le site Web de TELUS.

1) Sélection de l'indicateur de rendement clé

TELUS a sélectionné à titre d'indicateur de rendement clé la réduction, en valeur absolue, des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 (« IRC »).

Motifs à l'appui

L'un des défis les plus importants auxquels TELUS est confrontée est de faire croître son entreprise et son offre de produits et de services tout en réduisant son empreinte environnementale. TELUS est consciente que le déploiement futur de la technologie 5G et de la technologie liée à la fibre optique, ainsi que la demande croissante de la clientèle pour des données et de la connectivité augmenteront les besoins en énergie. TELUS travaille à l'élaboration de solutions supplémentaires pour réduire la consommation d'énergie et adopter des sources d'énergie plus propres afin de réduire les émissions de GES.

TELUS a démontré ce que peut accomplir une organisation engagée à s'attaquer aux changements climatiques. Depuis 2010, TELUS a réalisé des réductions absolues considérables de sa consommation d'énergie et de ses émissions de GES dans le cadre de ses activités en raison de bon nombre de programmes et d'initiatives mettant l'accent sur ses bâtiments et son réseau. Plus récemment, TELUS a investi dans l'énergie renouvelable en concluant des accords d'achat d'énergie virtuels qui permettent le développement de nouvelles installations de production d'énergie éolienne et solaire, ajoutant ainsi de l'énergie propre au réseau électrique et produisant des certificats d'énergie renouvelable (« CER ») qu'elle peut utiliser.

Ce paramètre est mesurable, quantifiable et vérifiable à l'externe.

Champ d'application et méthodologie de calcul de l'IRC

Cet IRC couvre toutes les émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de l'inventaire des GES de TELUS. La consommation d'énergie et les émissions de GES de TELUS sont calculées conformément au document GHG Protocol Corporate Accounting and Reporting Standard, édition revue (2004), publié par le World Business Council for Sustainability Development et le World Resources Institute (« GHG Protocol Standard »). De plus, TELUS utilise un certain nombre de sources de données mises à la disposition du public pour calculer les émissions de GES en fonction des facteurs d'émission dans les pays où TELUS exerce des activités. TELUS a pris les mesures nécessaires pour qu'un tiers indépendant lui fournisse une « certification de portée limitée » pour sa présentation annuelle des résultats pour l'IRC lié au climat.

2) Calibrage de l'objectif de rendement en matière de durabilité

Parmi les objectifs de la Société approuvés par l'iSBT, TELUS a choisi l'objectif suivant en tant qu'objectif de rendement en matière de durabilité (l'objectif ou le niveau de 2019 pouvant être ajustés tel qu'il est décrit dans les présentes) (« objectif de rendement en matière de durabilité ») : **Réduire, en valeur absolue, les émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici 2030 (l'objectif ou le niveau de 2019 pouvant être ajustés aux termes du cadre de référence).**

L'objectif de rendement en matière de durabilité est aligné sur la stratégie en matière de durabilité de TELUS visant des objectifs de réduction des émissions fondés sur les données scientifiques d'ici 2030 par rapport au niveau de 2019.

TELUS a choisi 2019 comme année de référence puisqu'elle représentait la dernière année complète de données liées aux GES disponibles au moment de la préparation de sa soumission à l'iSBT. En outre, TELUS a déterminé que les résultats de 2020 comprenaient des réductions atypiques, en valeur absolue, des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 en raison des incidences de la pandémie de la COVID-19. L'année de référence 2019 a reçu une certification de portée limitée par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. dans le cadre du rapport sur la durabilité de 2019 de TELUS.

Émissions de GES (t éq. CO₂)¹

	2021	2020	2019
Émissions de GES à l'échelle de la Société			
Champ d'application 1	51 075	53 002	61 215
Champ d'application 2	217 750	214 590	256 230
Émissions totales de GES à l'échelle de la Société	268 825	267 592	317 445
Réductions des émissions de GES provenant d'énergie renouvelable			
Répercussions de la réduction des GES sur l'énergie renouvelable ²	13 052	13 742	15 311
Émissions nettes de GES	255 773	253 850	302 134³

Notes :

1. Les données ne comprennent pas les acquisitions faites en cours d'année.
2. 2019-2021 : certificats d'énergie renouvelable obtenus pour l'électricité produite par la centrale solaire Brooks, en Alberta.
3. Représente le niveau de 2019 des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 aux fins de l'objectif de rendement en matière de durabilité.

Validation externe de l'objectif de rendement en matière de durabilité par l'iSBT

TELUS a adopté les lignes directrices établies par l'iSBT. Fondés sur l'approche de contraction absolue, les objectifs couvrant les émissions des GES selon les champs d'application 1 et 2 sont classés comme des objectifs alignés sur l'objectif d'un réchauffement n'excédant pas 1,5 °C. L'iSBT a loué l'objectif ambitieux de TELUS aligné sur l'objectif d'un réchauffement n'excédant pas 1,5 °C et au moment d'élaborer le cadre de référence, il s'agissait de la désignation la plus ambitieuse disponible aux termes du processus de l'iSBT.

Motifs à l'appui

L'objectif de rendement en matière de durabilité sélectionné compte pour environ 6,5 % des émissions de GES globales sur lesquelles TELUS exerce un contrôle opérationnel. TELUS considère que cet objectif de rendement en matière de durabilité est important et pertinent puisqu'en valeur absolue, les émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2, qui englobent principalement les sources d'énergie directe, comme les combustibles, qui comprennent le gaz naturel, l'essence et le diesel et les sources d'énergie indirecte, comme l'électricité utilisée pour alimenter son réseau et ses bureaux, capturent la totalité de son inventaire de GES découlant de ses propres activités. TELUS est consciente de l'importance de réduire ses émissions de GES selon le champ d'application 3 et, par conséquent, elle s'est engagée, aux termes des lignes directrices de l'iSBT, à réduire ses émissions de GES selon le champ d'application 3, qui sont celles qui proviennent des déplacements d'affaires et des déplacements domicile-travail, ainsi que des biens et services achetés, des biens d'équipement et de l'utilisation de produits vendus. Il est à noter que les émissions de GES qui proviennent des biens et services achetés et des biens d'équipement comptent pour plus de 80 % des émissions de GES selon le champ d'application 3 de TELUS sur lesquelles TELUS exerce un contrôle limité, voire aucun contrôle; toutefois, TELUS s'est engagée à s'attaquer aux principales sources d'émissions de GES liées à sa chaîne de valeur.

3) Caractéristiques des obligations

À la survenance d'un événement déclencheur à l'égard des billets de série CAG, en ce qui a trait à la période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant le 15 novembre 2030, le taux d'intérêt annuel aux fins de la détermination du montant de l'intérêt payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à cette période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG augmentera d'un montant

correspondant à 0,75 % par année et le taux d'intérêt augmenté sera payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à chaque période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG subséquente par la suite. Voir « Modalités du placement — Capital, échéance et intérêt — Billets de série CAG ».

4) Production de rapports

TELUS communiquera annuellement de l'information sur le rendement de l'IRC sélectionné dans son rapport annuel sur la durabilité ou d'autres rapports semblables, selon le cas, rapports qui seront disponibles sur le site Web de TELUS. À partir du Rapport sur les enjeux ESG et la durabilité 2021 de TELUS (qui a été publié le 1^{er} avril 2022), l'information sur le rendement de l'IRC sélectionné comprendra ce qui suit : de l'information sur l'année de référence et sur le progrès annuel des réductions, en valeur absolue, des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2, des données et explications concernant tout ajustement par rapport aux données précédemment divulguées et la portée de l'information présentée, un résumé du rendement de l'IRC sélectionné par rapport à l'objectif de rendement en matière de durabilité, dont le rapport sur la certification de portée limitée et toute autre information pertinente susceptible de mesurer le progrès de l'IRC sélectionné.

Aux fins de l'objectif de rendement en matière de durabilité, certains événements potentiels, comme des acquisitions ou des dessaisissements, y compris des événements indépendants de la volonté de TELUS, comme des modifications de la réglementation, pourraient influencer considérablement sur le calcul de l'IRC et pourraient exiger une mise à jour de l'objectif de rendement en matière de durabilité et/ou des ajustements pro forma des données liées au GES divulguées précédemment ou de la portée de l'IRC. De tels ajustements seront communiqués dans le cadre de la présentation annuelle de TELUS d'information concernant l'IRC.

5) Vérification

Avant l'émission

TELUS a obtenu et rendu publique un rapport de deuxième opinion dressé par une agence reconnue du domaine ESG et de la notation concernant l'alignement du cadre de référence sur les Principes applicables aux obligations liées au développement durable de l'ICMA et une opinion sur l'avantage lié à la durabilité de l'objectif de rendement en matière de durabilité. Le rapport de deuxième opinion est disponible sur le site Web de TELUS.

Après l'émission

Une fois l'an et pour la date de vérification de l'objectif, TELUS obtiendra une vérification indépendante et externe, sous la forme d'un rapport de certification de portée limitée dressé par un vérificateur externe. Un « vérificateur externe » est un cabinet comptable ou d'évaluation indépendant ou tout autre expert indépendant reconnu internationalement nommé par TELUS, dans chaque cas possédant l'expertise nécessaire (tel que le détermine TELUS, agissant raisonnablement) pour exercer les fonctions devant être exercées par le vérificateur externe afin de déterminer si l'objectif de rendement en matière de durabilité a été atteint. TELUS inclura le rapport de certification de portée limitée dressé par le vérificateur externe dans le rapport sur la durabilité annuel de TELUS ou tout autre rapport semblable, selon le cas, lesquels seront disponibles sur le site Web de TELUS.

À titre de précision, aucun des documents suivants, à savoir le cadre de référence, le rapport de deuxième opinion, tout rapport annuel sur la durabilité ou autre mise à jour sur l'IRC ou tout rapport émis par un vérificateur externe, n'est intégré par renvoi dans le présent supplément de prospectus ou dans le prospectus simplifié préalable de base qui l'accompagne ni n'est réputé l'être. TELUS ne fait aucune déclaration à quiconque, y compris les porteurs des billets de série CAG, selon laquelle l'objectif de rendement en matière de durabilité sera atteint. Aucun manquement ni cas de défaut ne se produira aux termes de l'acte de fiducie canadien qui régira les billets de série CAG si l'objectif de rendement en matière de durabilité n'est pas atteint.

Voir la rubrique « Facteurs de risque » présentée ailleurs dans le présent supplément de prospectus pour des précisions concernant les risques associés à l'objectif de rendement en matière de durabilité et aux billets de série CAG.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les billets de l'une ou l'autre des séries offerts aux termes des présentes comporte certains risques. Outre les autres renseignements contenus dans le présent supplément de prospectus et à la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et du rapport de gestion de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, lesquelles rubriques sont intégrées par renvoi dans les présentes, les acquéreurs éventuels devraient examiner attentivement les facteurs suivants en évaluant TELUS et son entreprise avant d'effectuer un placement dans les billets.

Facteurs de risque se rapportant aux billets de façon générale

Subordination structurelle des billets

Les billets de chaque série constitueront des obligations de la Société exclusivement. Les activités de la Société sont actuellement exercées par ses filiales. La capacité de la Société de respecter ses obligations au titre du service de la dette, y compris le paiement du capital et de l'intérêt relatifs aux billets de chaque série, dépend des flux de trésorerie de ses filiales et du paiement de fonds par celles-ci à la Société sous forme de prêts, de dividendes, de frais ou autrement. Les filiales de la Société sont des entités juridiques séparées et distinctes qui n'auront aucune obligation, éventuelle ou autre, de payer tout montant dû aux termes des billets de l'une ou l'autre des séries ou de voir à ce que des fonds soient disponibles à cette fin, que ce soit sous forme de prêts, de dividendes ou sous une autre forme. Comme les filiales de la Société ne garantiront pas le paiement du capital ou de l'intérêt relatif aux billets de l'une ou l'autre des séries, tout droit de la Société de recevoir des actifs des filiales au moment de la faillite, de la mise sous séquestre, de la liquidation ou de la réorganisation de celles-ci (et du droit consécutif des porteurs des billets de l'une ou l'autre des séries (collectivement, « porteurs de billets » et individuellement, « porteur de billets ») de participer au partage du produit découlant de tels actifs) sera de fait subordonné aux réclamations des créanciers de ces filiales (y compris les administrations fiscales, les fournisseurs et les prêteurs).

Les billets peuvent faire l'objet d'un remboursement facultatif par la Société

Une caractéristique de remboursement facultatif est susceptible de limiter la valeur marchande des billets de chaque série. Pendant toute période où la Société peut choisir de rembourser les billets de l'une ou l'autre des séries ou est considérée être en mesure de le faire, la valeur marchande des billets n'augmentera généralement pas sensiblement au-dessus du prix auquel ils peuvent être remboursés, ce qui peut également être le cas avant toute période de remboursement.

La Société peut rembourser les billets de l'une ou l'autre des séries lorsque son coût d'emprunt est inférieur aux intérêts payables sur ceux-ci. Le cas échéant, un investisseur ne sera généralement pas en mesure de réinvestir le produit du remboursement à un taux d'intérêt effectif aussi élevé que l'intérêt payable sur les billets remboursés de l'une ou l'autre des séries et pourrait seulement être en mesure de le faire à un taux nettement inférieur. Les investisseurs éventuels doivent considérer le risque de réinvestissement en tenant compte des autres placements disponibles à ce moment-là.

Modification à la législation

Les billets de chaque série seront régis par les lois de la province d'Ontario et les lois canadiennes qui s'y appliquent. Aucune garantie ne peut être donnée quant à l'incidence d'une éventuelle décision judiciaire ou modification à ces lois ou à toute pratique administrative s'y rapportant ou d'une modification à la législation (y compris la loi de l'impôt) relativement à la compétence à laquelle est assujéti le porteur de billets après la date d'émission des billets de l'une ou l'autre des séries, une telle modification pouvant avoir une incidence défavorable importante sur la valeur des billets touchés de l'une ou l'autre des séries.

Lois sur la faillite et lois connexes

La Société est constituée sous le régime des lois de la Colombie-Britannique et ses principaux actifs d'exploitation sont situés au Canada.

Les droits du fiduciaire canadien (défini aux présentes) de faire valoir des recours seront probablement très limités par les dispositions sur la restructuration, la mise sous séquestre et la liquidation et d'autres dispositions des lois canadiennes s'appliquant aux faillites, à l'insolvabilité et aux restructurations et d'autres lois analogues, si le bénéfice de ces lois est recherché à l'égard de la Société. Par exemple, la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) et la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) contiennent chacune des dispositions permettant à une « personne insolvable » d'obtenir un sursis d'instance à l'endroit de ses créanciers et de tiers ainsi que d'établir et de produire une proposition ou un plan de restructuration et/ou d'attribution des obligations destiné à être soumis à l'ensemble ou à certains de ses créanciers et à être mis aux voix des diverses catégories de ses créanciers. S'il est accepté par les majorités exigées de créanciers et approuvé par le tribunal, cette proposition ou ce plan de restructuration lierait les personnes qui pourraient ne pas être par ailleurs prêtes à l'accepter. De plus, ces deux lois permettent parfois au débiteur insolvable de conserver la possession et l'administration de ses biens, même s'il peut être en défaut en vertu du titre d'emprunt applicable.

Les pouvoirs du tribunal en vertu des lois canadiennes qui s'appliquent en matière de faillite, d'insolvabilité et de restructuration et d'autres lois analogues (dont la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) et particulièrement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada)) ont été exercés en général largement afin de protéger l'entité débitrice des mesures prises par ses créanciers et d'autres parties. En conséquence, il est impossible de prévoir si les paiements aux termes des billets seraient versés après le commencement ou pendant la durée d'une telle procédure, ni si ou quand le fiduciaire canadien pourrait exercer ses droits aux termes de l'acte de fiducie canadien, ni si et dans quelle mesure les porteurs de billets pourraient recevoir un dédommagement pour tout retard dans les paiements du capital et de l'intérêt.

Absence de marché public

Il n'existe aucun marché établi pour les billets de l'une ou l'autre des séries. La Société n'a pas l'intention de faire inscrire les billets de l'une ou l'autre des séries à la cote d'une bourse ou d'un système de fixation automatisé des cours. Les placeurs pour compte ont avisé la Société qu'ils avaient actuellement l'intention de maintenir un marché pour les billets de chaque série, sans toutefois y être tenus, et toute pareille activité de tenue de marché pourra être interrompue à tout moment sans préavis, au gré des placeurs pour compte. En conséquence, aucune garantie ne peut être donnée quant au prix ou à la liquidité des billets de chaque série ou des marchés sur lesquels ces billets pourront être négociés. La liquidité de tout marché pour les billets de chaque série dépendra, notamment, du nombre de porteurs de billets de cette série et de l'intérêt des courtiers en valeurs mobilières à tenir un marché pour ces billets. L'absence d'un marché actif pour les billets de l'une ou l'autre des séries pourrait nuire à leur cours et à leur liquidité, ce qui est particulièrement le cas pour les titres qui sont structurés aux fins d'objectifs ou de stratégies de placement particuliers ou qui ont été établis pour répondre aux exigences de placement d'une catégorie limitée d'investisseurs.

Évaluation du crédit

Rien ne saurait garantir que les notes de crédit attribuées aux billets de l'une ou l'autre des séries demeureront en vigueur pendant une période donnée ou que ces notes ne seront pas retirées ou révisées à un moment donné. Rien ne saurait garantir que toute agence de notation qui note les billets de l'une ou l'autre des séries n'abaissera pas la note des billets. Les changements réels ou prévus dans les notes de crédit peuvent avoir une incidence sur la valeur marchande des billets et sur les coûts assumés par TELUS pour accéder aux marchés financiers. Voir « Évaluation du crédit ».

Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle

Si la Société doit offrir de racheter les billets de l'une ou l'autre des séries à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle, il se pourrait qu'elle n'ait pas les fonds suffisants pour racheter les billets de ces séries au comptant à ce moment. De plus, la capacité de la Société de racheter les billets de l'une ou l'autre des séries au comptant pourrait être limitée par les lois applicables.

Risques liés au taux d'intérêt

Les taux d'intérêt en vigueur influenceront sur le cours ou la valeur des billets de chaque série, qui peuvent diminuer lorsque les taux d'intérêt en vigueur pour des instruments d'emprunt comparables augmentent et augmenter lorsque les taux d'intérêt en vigueur pour des instruments d'emprunt comparables diminuent.

Facteurs de risque se rapportant aux billets de série CAG

Les billets de série CAG peuvent ne pas constituer un placement approprié pour tous les investisseurs qui cherchent une exposition à des actifs présentant des caractéristiques de durabilité

Même si les billets de série CAG seront émis en tant que billets liés à la durabilité, le taux d'intérêt lié aux billets de série CAG étant assujéti à un ajustement à la hausse dans le cas où la Société n'atteindrait pas l'objectif de rendement en matière de durabilité, les billets de série CAG pourraient ne pas répondre aux exigences d'un investisseur ou à toute norme légale, quasi-légale ou autre norme actuelle ou future pour le placement dans des actifs ayant des caractéristiques de durabilité. En particulier, les billets de série CAG ne sont pas commercialisés à titre d'« obligations écologiques », d'« obligations sociales » ou d'« obligations de durabilité », puisque le produit net de l'émission des billets de série CAG servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. La Société ne s'engage pas i) à affecter le produit net à des projets ou à des activités commerciales particuliers répondant à des critères de durabilité ou ii) à se soumettre à d'autres restrictions ou exigences pouvant être associées à des obligations écologiques, à des obligations sociales ou à des obligations de durabilité sur un marché particulier.

En outre, l'augmentation de taux (au sens défini dans les présentes) ou toute majoration de type NPF (au sens défini dans les présentes) à l'égard des billets de série CAG dépendra de l'atteinte ou non par la Société de son objectif en matière de durabilité et/ou de ses cibles GES applicables, qui peuvent être incompatibles avec les exigences ou les attentes des investisseurs ou d'autres définitions relatives aux émissions de GES, ou ne pas suffire pour y répondre. La Société n'a pas obtenu d'analyse faite par un tiers de la définition de l'objectif de rendement en matière de durabilité ou de la façon dont cette définition se rapporte à toute norme liée à la durabilité autre que la validation par iSBT de l'objectif de rendement en matière de durabilité et la confirmation par le vérificateur externe que l'objectif de rendement en matière de durabilité correspond ou non à la définition de la Société. Les acquéreurs éventuels de billets de série CAG devraient tenir compte des renseignements figurant dans les présentes et déterminer eux-mêmes la pertinence de ceux-ci aux fins de tout placement dans les billets de série CAG (y compris sa pertinence relativement à une future OLDD), ainsi que de toute autre enquête que cet investisseur juge nécessaire.

L'objectif de rendement en matière de durabilité de la Société vise à réduire en valeur absolue ses émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici 2030 (l'objectif ou le niveau de 2019 pouvant être ajustés aux termes du cadre de référence) (comme il est décrit à la rubrique « Cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS applicable aux billets de série CAG – La stratégie en matière de durabilité de la Société »). Par conséquent, l'objectif de rendement en matière de durabilité de la Société est adapté de façon unique aux activités, aux opérations et aux capacités de la Société et ne peut faire aisément l'objet d'une comparaison avec des objectifs de rendement en matière de durabilité semblables, ainsi que le rendement connexe, d'autres émetteurs. En outre, aux fins de l'objectif de rendement en matière de durabilité, certains événements potentiels, comme des acquisitions ou des dessaisissements, y compris des événements indépendants de la volonté de TELUS, comme des modifications de la réglementation, pourraient influencer considérablement sur le calcul de l'IRC et pourraient exiger une mise à jour de l'objectif de rendement en matière de durabilité et/ou des ajustements pro forma du niveau de référence de 2019 ou de la portée de l'IRC et, par conséquent, augmenter le volume total de l'IRC qui pourrait être produit par la Société tout en étant encore en mesure de remplir l'objectif de rendement en matière de durabilité et d'éviter la survenance d'un événement déclencheur, ou diminuer le volume total de l'IRC que la Société doit atteindre pour être en mesure de remplir l'objectif de rendement en matière de durabilité et d'éviter la survenance d'un événement déclencheur. Aucune garantie ne peut être donnée aux investisseurs par la Société, les placeurs pour compte, les fournisseurs de rapport de deuxième opinion (RDO) ou le vérificateur externe que les billets de série CAG répondront à une ou à toutes les attentes des investisseurs concernant ces billets ou que l'objectif de rendement en matière de durabilité de la Société

sera considéré comme « écologique », « social », « durable » ou « lié à la durabilité » ni qu'aucun impact négatif, d'ordre environnemental, social et/ou autre, ne se produira en raison des efforts déployés par la Société pour atteindre l'objectif de rendement en matière de durabilité ou de l'utilisation du produit net du placement de billets de série CAG.

Pertinence des avis de tiers

La Société, les placeurs pour compte, le fournisseur de RDO ou le vérificateur externe ne formulent aucune garantie ni déclaration quant à la pertinence ou à la fiabilité, à quelque fin que ce soit, d'un avis, d'un rapport, d'une certification ou d'une validation d'un tiers relativement au placement des billets de série CAG ou à l'objectif de rendement en matière de durabilité aux fins du respect de critères écologiques ou sociaux ou de critères en matière de durabilité ou liés à la durabilité et/ou d'autre nature. Ces avis, rapports ou certifications ne sont pas, et ne sont pas réputés être, intégrés au présent supplément de prospectus ou en faire partie.

Le fournisseur de RDO et les fournisseurs d'avis, de certifications et de validations similaires ne sont pas actuellement assujettis à un régime ou à une surveillance en particulier, de nature réglementaire ou autre. Un avis ou une certification de ce genre n'est pas, et n'est pas réputé être, une recommandation par la Société, les placeurs pour compte, le fournisseur de RDO, le vérificateur externe ou toute autre personne d'acheter, de vendre ou de détenir des billets de série CAG. Les porteurs de billets de série CAG ne disposent d'aucun recours contre la Société, les placeurs pour compte ou le fournisseur d'un avis ou d'une certification de ce genre à l'égard du contenu d'un tel avis ou d'une telle certification, qui n'est à jour qu'à la date à laquelle il a été émis. Les investisseurs éventuels doivent déterminer eux-mêmes la pertinence de cet avis, de cette certification ou validation et/ou des renseignements qui y figurent et/ou du fournisseur de cet avis, de cette certification ou de cette validation aux fins d'un placement dans les billets de série CAG. Le retrait d'un tel avis ou d'une telle certification ou un avis ou une certification indiquant que la Société ne se conforme pas, en tout ou en partie, aux éléments faisant l'objet de cet avis, de cette certification ou de cette validation peut avoir un effet défavorable important sur la valeur des billets de série CAG et/ou entraîner des conséquences défavorables pour certains investisseurs ayant des mandats de portefeuille qui prévoient le placement dans des titres assortis de caractéristiques liées à la durabilité.

Défaut d'atteindre l'objectif de rendement en matière de durabilité

Bien que la Société ait l'intention de réduire en valeur absolue ses émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2, rien ne garantit qu'elle parviendra à le faire dans une certaine mesure, qu'elle ne décidera pas de ne pas poursuivre l'objectif de rendement en matière de durabilité ou que les investissements futurs qu'elle effectuera pour atteindre l'objectif de rendement en matière de durabilité répondront aux attentes des investisseurs ou aux normes légales contraignantes ou non contraignantes concernant le rendement en matière de durabilité, que ce soit aux termes d'une loi ou d'un règlement applicable actuel ou futur, de ses propres règlements constitutifs, d'autres règles de gouvernance ou de mandats de portefeuille de placement, en particulier en ce qui a trait à tout impact direct ou indirect environnemental, lié à la durabilité ou social. Si l'objectif de rendement en matière de durabilité n'est pas atteint à la date de vérification de l'objectif (au sens défini dans les présentes), et qu'il en résulte une augmentation de taux à l'égard des billets de série CAG, comme il est décrit à la rubrique « Modalités du placement — Capital, échéance et intérêt » du présent supplément de prospectus, cela ne constituera pas un cas de défaut aux termes des billets de série CAG et la Société ne sera pas tenue de racheter ou de rembourser des billets de série CAG dans ces circonstances. En outre, aucun cas de défaut ne surviendra aux termes des billets de série CAG et la Société ne sera pas tenue de racheter ou de rembourser ces billets si elle omet de respecter les modalités du cadre de référence, notamment le défaut de publier un rapport sur la durabilité ou un rapport concernant la certification de portée limitée, selon le cas, tel qu'il est exigé aux termes du cadre de référence. De plus, une majoration de type NPF se rapportant aux billets de série CAG, comme il est décrit à la rubrique « Modalités du placement — Capital, échéance et intérêt — Majoration de type NPF en raison d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD » du présent supplément de prospectus, qui a lieu par suite d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD ne constituera pas un cas de défaut aux termes des billets de série CAG et la Société ne sera pas tenue de racheter ou de rembourser des billets de série CAG dans ces circonstances.

Les efforts déployés par la Société pour atteindre l'objectif de rendement en matière de durabilité ou toute autre cible ESG pourraient également susciter des contestations ou faire l'objet de critiques de la part de groupes de militants ou d'autres parties prenantes.

L'atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité ou d'autres cibles ESG exige des ressources importantes

L'atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité ou de toute autre cible ESG nécessitera que la Société consacre des ressources importantes, tandis que la non-réalisation de ces objectifs entraînerait une augmentation des paiements d'intérêt et pourrait exposer la Société à des risques de réputation.

Comme il est décrit à la rubrique « Cadre de référence pour les obligations liées au développement durable de TELUS applicable aux billets de série CAG – Calibrage de l'objectif en rendement en matière de durabilité » du présent supplément de prospectus, la réalisation de l'objectif de rendement en matière de durabilité nécessitera que la Société réduise en valeur absolue ses émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2 de 46 % par rapport au niveau de 2019 d'ici 2030 (l'objectif ou le niveau de 2019 pouvant être ajustés aux termes du cadre de référence). Par conséquent, l'atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité ou d'autres cibles ESG que la Société pourrait choisir d'inclure dans des financements futurs ou d'autres ententes nécessitera que celle-ci y consacre des ressources importantes.

En outre, si la Société n'atteint pas son objectif de rendement en matière de durabilité ou toute autre cible ESG que celle-ci pourrait choisir d'inclure dans tout financement futur, cela entraînerait non seulement une augmentation des paiements d'intérêt aux termes des billets de série CAG ou d'autres ententes de financement pertinentes, mais pourrait également nuire à la réputation de la Société, ce qui pourrait, dans chaque cas, avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses perspectives d'affaires, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation. Les questions liées au climat et la diversité au chapitre de la main-d'œuvre et du conseil sont des enjeux ESG qui retiennent en particulier et de plus en plus l'attention des investisseurs, des actionnaires, des législateurs et des autorités de réglementation. De plus, les efforts que déploie la Société en vue d'atteindre l'objectif de rendement en matière de durabilité ou les autres projets, investissements ou autres cibles ESG de la Société peuvent susciter la controverse ou attirer des critiques de la part de groupes d'activistes ou d'autres parties prenantes. Chacune de ces situations pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, son entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

En outre, la perception du marché en ce qui a trait à l'atteinte ou non de l'objectif de rendement en matière de durabilité ou de toute autre cible ESG de la Société, y compris en ce qui a trait à toute future OLDD, pourrait toucher le cours des billets de série CAG sur le marché secondaire et pourrait avoir une incidence défavorable sur le prix auquel les porteurs de billets de série CAG pourraient vendre ces billets.

Calcul et ajustements de l'IRC et de l'objectif de rendement en matière de durabilité

Les émissions de GES de la Société sont des chiffres calculés et non mesurés. Le calcul des émissions de GES de la Société est effectué à l'interne (par la Société elle-même), sur la base de normes largement reconnues, et fait l'objet de rapports externes. La Société applique actuellement la norme du protocole des GES. Cette norme peut changer au fil du temps et les investisseurs doivent savoir que la façon dont la Société calcule ses IRC peut également évoluer au fil du temps. L'atteinte ou la non-atteinte par la Société de l'objectif de rendement en matière de durabilité sera fonction des calculs faits par la Société. Même si le vérificateur externe dressera un rapport de certification de portée limitée à l'égard de l'atteinte ou de la non-atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité, la Société disposera d'une grande latitude quant à la façon dont elle calcule l'IRC.

En outre, certains événements pourraient se produire mettant en cause la Société comme des acquisitions ou des dessaisissements, ou encore des événements qui sont indépendants de la volonté de la Société, comme des changements sur le plan de la réglementation, qui pourraient influencer sur l'atteinte ou la non-atteinte de l'objectif de rendement en matière de durabilité en date de vérification de l'objectif ou pourraient influencer sur l'IRC ou la façon de le calculer. Aux termes du cadre de référence, la Société est autorisée à ajuster l'objectif de rendement en matière de durabilité ou d'apporter des ajustements à l'IRC (ou à son champ d'application, dont des ajustements du niveau de 2019) à l'égard de ces événements sans le consentement des porteurs des billets de série CAG. Aucun cas de défaut ne se produira à l'égard des billets de série CAG et aucune augmentation du taux n'aura lieu si la Société modifie le cadre de référence relativement à ces événements et que par suite de cette modification, la Société atteint l'objectif de rendement en matière de durabilité, lequel n'aurait pas été atteint n'eût été cette modification du cadre de

référence. La Société n'assume aucune obligation d'obtenir un RDO ou une autre certification en lien avec toute modification du cadre de référence.

Les billets de série CAG peuvent être considérés comme des créances visées par règlement

Les billets de série CAG peuvent être considérés comme des « créances visées par règlement » (aux fins de la Loi de l'impôt); par conséquent, les porteurs peuvent être tenus d'inclure dans le revenu pour chaque année d'imposition le montant de l'intérêt, du supplément ou de la prime à recevoir à l'égard de l'obligation pendant sa durée, selon le montant maximal de l'intérêt, du supplément ou de la prime à recevoir à l'égard de l'obligation. Voir la rubrique « Certaines incidences fiscales canadiennes — Imposition de l'intérêt sur les billets ».

MODALITÉS DU PLACEMENT

La description suivante des billets de chaque série est un résumé de leurs principales caractéristiques respectives. Ce résumé n'est pas censé être complet et doit être lu à la lumière du texte intégral de l'acte de fiducie canadien (défini ci-dessous) qui s'applique à chaque série de billets. Le sommaire suivant utilise des mots et expressions qui sont définis dans l'acte de fiducie canadien. Pour plus de détails, il y a lieu de consulter le prospectus simplifié préalable de base et l'acte de fiducie canadien.

Généralités

Les billets de chaque série seront émis aux termes d'un acte de fiducie complémentaire distinct (chacun, un « acte complémentaire »), qui, aux fins de la série pertinente, complétera les modalités et conditions de l'acte de fiducie intervenu en date du 22 mai 2001 (« acte de fiducie canadien ») entre la Société et Compagnie Montréal Trust du Canada (maintenant Société de fiducie Computershare du Canada), à titre de fiduciaire (« fiduciaire canadien »).

Chacun des actes complémentaires sera conclu entre la Société et le fiduciaire canadien en date de la date de clôture du présent placement. Chacun des actes complémentaires prévoira, notamment, la création et l'émission des billets de la série pertinente auxquels se rapporte l'acte complémentaire en question. L'acte de fiducie canadien est décrit dans le prospectus simplifié préalable de base. Le terme « acte canadien », quand il est utilisé aux présentes, fait référence à l'acte de fiducie canadien en sa version complétée par l'acte complémentaire pertinent.

La Société pourra, de temps à autre, sans le consentement des porteurs de billets d'une série donnée, créer et émettre, aux termes de l'acte complémentaire pertinent, des billets additionnels de cette même série qui auront les mêmes modalités et conditions que les billets de cette série à tous égards, sauf les modifications des modalités et conditions qui peuvent être nécessaires, de l'avis raisonnable de la Société, pour refléter les dates d'émission différentes des billets additionnels de cette série et des billets existants de cette série et toute intention, le cas échéant, que tous les billets additionnels d'une série donnée et tous les billets existants de cette série soient fongibles aux fins de négociation. Les billets additionnels d'une série donnée émis de cette manière seront regroupés avec les billets existants de cette série et formeront une série unique. De plus, si la Société agissant raisonnablement détermine qu'il est souhaitable ou avantageux de le faire, elle pourrait accepter des billets additionnels d'une série donnée et les billets existants de cette même série en échange de billets de remplacement regroupés et modifiés reflétant les modalités et conditions des billets additionnels et des billets existants, dans chaque cas, des mêmes séries.

Capital, échéance et intérêt

Billets de série CAG

Les billets de série CAG seront limités initialement à un capital global de 1 100 000 000 \$ (toutefois, la Société pourra émettre à l'avenir d'autres billets de série CAG d'un montant additionnel déterminé par la Société sans le consentement des porteurs de billets de série CAG existants) et viendront à échéance le 15 novembre 2032. Les billets de série CAG porteront intérêt au taux initial sur les billets de série CAG à compter de leur date d'émission, payable en versements semestriels égaux (à l'exception du premier paiement d'intérêt) le 15 mai et le

15 novembre de chaque année aux porteurs inscrits respectivement le 30 avril et le 31 octobre. Le premier paiement d'intérêt sur les billets de série CAG sera payable le 15 novembre 2022 et représentera l'intérêt couru du 13 septembre 2022, inclusivement, au 15 novembre 2022, exclusivement, et s'élèvera à 9 967 808,22 \$.

Le capital et l'intérêt relatifs aux billets de série CAG seront payables en monnaie légale du Canada. La date d'émission des billets de série CAG sera vers le 13 septembre 2022.

À l'échéance, la Société remboursera la dette représentée par les billets de série CAG en payant au fiduciaire canadien, en dollars canadiens, une somme égale au capital des billets de série CAG en cours, majoré de l'intérêt couru et impayé sur ceux-ci. L'intérêt sera calculé en fonction d'une année civile de 365 jours. Le taux d'intérêt annuel qui correspond au taux payable aux termes des billets de série CAG est le taux payable multiplié par le nombre réel de jours dans l'année et divisé par 365; il est précisé aux présentes uniquement parce que la *Loi sur l'intérêt* (Canada) en exige la déclaration.

Les billets de série CAG seront émis sous forme nominative seulement, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et en multiples intégraux de cette somme.

1) Augmentation du taux en raison d'un événement déclencheur lié à l'objectif déjà fixé au titre des émissions de GES selon les champs d'application 1 et 2

Un « événement déclencheur » à l'égard des billets de série CAG surviendra si i) TELUS n'atteint pas l'objectif de rendement en matière de durabilité d'ici le 31 décembre 2030 (« date de vérification de l'objectif ») comme il est déterminé par le vérificateur externe et confirmé dans le certificat d'assurance de vérification de l'ORD, ii) TELUS n'a pas publié sur son site Web de certificat d'assurance de vérification de l'ORD au plus tard le 30 avril 2031 ou iii) le certificat d'assurance de vérification de l'ORD contient une réserve quant au fait que l'objectif de rendement en matière de durabilité a été atteint ou non à la date de vérification de l'objectif.

À la survenance d'un événement déclencheur, à l'égard de la période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant le 15 novembre 2030, le taux d'intérêt annuel aux fins de la détermination du montant de l'intérêt payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG se rapportant à cette période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG sera augmenté d'un montant correspondant à 0,75 % par année et le taux d'intérêt augmenté sera payable à la date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG liée à chaque période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG subséquente par la suite (cette augmentation de taux, « augmentation de taux » et le taux initial sur les billets de série CAG plus l'augmentation de taux, « taux modifié »). Pour dissiper tout doute, à la survenance d'un événement déclencheur, le montant de l'intérêt payable le 15 mai 2031 à l'égard de la période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant le 15 novembre 2030 serait de 30 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital.

En cas de survenance d'un événement déclencheur, la Société donnera un avis de cet événement déclencheur, de l'augmentation de taux connexe et du taux modifié qui en résulte au fiduciaire canadien et aux porteurs de billets de série CAG conformément à l'acte de fiducie canadien (ce qui inclura un communiqué de presse publié conformément aux politiques et procédures de la CDS, selon le cas), dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire après la survenance d'un événement déclencheur, mais dans tous les cas au plus tard le 1^{er} mai 2031.

2) Majoration de type NPF en raison d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD

Le taux d'intérêt sur les billets de série CAG peut également être majoré s'il se produit des événements déclencheurs à l'égard de futures OLDD se rapportant à de futures obligations liées au développement durable émises par TELUS aux termes du cadre de référence, sous réserve d'un plafond annuel total de 1,50 % en sus du taux initial sur les billets de série CAG, y compris après avoir donné effet à une augmentation de taux.

Dès la survenance d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD, le taux annuel auquel s'accumule l'intérêt sur les billets de série CAG au cours de la première période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG commençant au moins 30 jours après la survenance de cet événement déclencheur et au cours

de toute période d'accumulation de l'intérêt sur les billets de série CAG subséquente sera majoré à raison de l'augmentation du taux sur les futures OLDD correspondante (« majoration de type NPF »); toutefois, à titre de précision, la période pendant laquelle s'applique la majoration de type NPF ne pourra dépasser le délai d'application de cette augmentation aux termes d'une future OLDD visée par la survenance d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD. Nonobstant ce qui précède, si un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD a trait à un objectif qui est essentiellement semblable à un objectif pour lequel un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD ou un événement déclencheur antérieur a déjà donné lieu, ou donnera lieu, à une majoration de type NPF ou à une augmentation de taux, selon le cas, aucune autre majoration de type NPF ne pourra s'appliquer à cet objectif, si ce n'est pour relever le taux sur les billets de série CAG de façon à correspondre à une augmentation du taux sur les futures OLDD qui serait supérieure à l'augmentation du taux sur les futures OLDD ou à l'augmentation du taux ayant entraîné la majoration de type NPF ou l'augmentation du taux pratiquée antérieurement ou simultanément se rapportant à cet objectif essentiellement semblable lié au développement durable. De plus, dans les cas où surviennent simultanément des événements déclencheurs à l'égard de futures OLDD qui ont trait à des objectifs essentiellement semblables, la majoration de type NPF la plus importante s'appliquera. Un objectif peut être essentiellement semblable à un autre objectif s'il se rapporte à un objet semblable, mais fixe pour celui-ci un pourcentage cible différent ou un autre seuil ou comporte une autre date de vérification de l'objectif. La Société déterminera, à son entière discrétion, si un objectif est essentiellement semblable à un autre aux fins d'une majoration de type NPF. Nonobstant les autres dispositions contenues dans la présente rubrique « Modalités du placement », le taux d'intérêt sur les billets de série CAG ne peut en aucun cas excéder le taux initial sur les billets de série CAG de plus de 1,50 % par année au total, que ce soit en raison d'une augmentation de taux ou d'une ou de plusieurs majorations de type NPF.

La Société donnera avis de toute majoration de type NPF et du nouveau taux d'intérêt sur les billets de série CAG qui en résulte au fiduciaire canadien et aux porteurs de billets de série CAG dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire après la survenance de l'événement déclencheur à l'égard de futures OLDD en cause et conformément par ailleurs aux procédures concernant la déclaration d'un événement déclencheur.

Les « futures OLDD » désignent des obligations liées au développement durable émises par TELUS aux termes du cadre de référence (en sa version pouvant être modifiée, mise à jour ou remplacée à l'occasion) après la date d'émission des billets de série CAG qui sont assorties d'objectifs additionnels liés au développement durable et/ou à l'environnement, à la responsabilité sociale ou à la gouvernance.

Une « augmentation du taux sur les futures OLDD » désigne une augmentation du taux d'intérêt annuel payable sur les futures OLDD dès la survenance d'un événement déclencheur à l'égard de futures OLDD.

Un « événement déclencheur à l'égard de futures OLDD » désigne, relativement à une future OLDD, l'incapacité a) d'atteindre un objectif lié au développement durable et/ou à l'environnement, à la responsabilité sociale ou à la gouvernance, b) d'attester de l'atteinte de cet objectif ou c) de rendre publique la vérification de cet objectif, le tout conformément aux modalités de cette future OLDD.

Billets de série CAH

Les billets de série CAH seront limités initialement à un capital global de 550 000 000 \$ (toutefois, la Société pourra émettre à l'avenir d'autres billets de série CAH d'un montant additionnel déterminé par la Société sans le consentement des porteurs de billets de série CAH existants) et viendront à échéance le 13 septembre 2052. Les billets de série CAH porteront intérêt au taux annuel de 5,65 % à compter de leur date d'émission, payable en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année aux porteurs inscrits respectivement le 26 février et le 29 août.

Le capital et l'intérêt relatifs aux billets de série CAH seront payables en monnaie légale du Canada. La date d'émission des billets de série CAH sera vers le 13 septembre 2022.

À l'échéance, la Société remboursera la dette représentée par les billets de série CAH en payant au fiduciaire canadien, en dollars canadiens, une somme égale au capital des billets de série CAH en cours, majoré de l'intérêt couru et impayé sur ceux-ci. L'intérêt sera calculé en fonction d'une année civile de 365 jours. Le taux d'intérêt annuel qui correspond au taux payable aux termes des billets de série CAH est le taux payable multiplié par

le nombre réel de jours dans l'année et divisé par 365; il est précisé aux présentes uniquement parce que la *Loi sur l'intérêt* (Canada) en exige la déclaration.

Les billets de série CAH seront émis sous forme nominative seulement, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et en multiples intégraux de cette somme.

Billets de série CAI

Les billets de série CAI seront limités initialement à un capital global de 350 000 000 \$ (toutefois, la Société pourra émettre à l'avenir d'autres billets de série CAI d'un montant additionnel déterminé par la Société sans le consentement des porteurs de billets de série CAI existants) et viendront à échéance le 13 septembre 2029. Les billets de série CAI porteront intérêt au taux annuel de 5,00 % à compter de leur date d'émission, payable en versements semestriels égaux le 13 mars et le 13 septembre de chaque année aux porteurs inscrits respectivement le 26 février et le 29 août.

Le capital et l'intérêt relatifs aux billets de série CAI seront payables en monnaie légale du Canada. La date d'émission des billets de série CAI sera vers le 13 septembre 2022.

À l'échéance, la Société remboursera la dette représentée par les billets de série CAI en payant au fiduciaire canadien, en dollars canadiens, une somme égale au capital des billets de série CAI en cours, majoré de l'intérêt couru et impayé. L'intérêt sera calculé en fonction d'une année civile de 365 jours. Le taux d'intérêt annuel qui correspond au taux payable aux termes des billets de série CAI est le taux payable multiplié par le nombre réel de jours dans l'année et divisé par 365; il est précisé aux présentes uniquement parce que la *Loi sur l'intérêt* (Canada) en exige la déclaration.

Les billets de série CAI seront émis sous forme nominative seulement, sans coupon, en coupures de 1 000 \$ de capital et en multiples intégraux de cette somme.

Rapport sur les billets de série CAG

Pour l'exercice se terminant à la date de vérification de l'objectif, la Société publiera sur son site Web un rapport sur la certification de portée limitée par le vérificateur externe (ce rapport, « certificat d'assurance de vérification de l'ORD ») confirmant si la Société a atteint ou non l'objectif de rendement en matière de durabilité à la date de vérification de l'objectif. Le certificat d'assurance de vérification de l'ORD sera publié au plus tard i) à la date de publication des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice se terminant à la date de vérification de l'objectif et ii) le 31 mars 2031; toutefois, dans la mesure où la Société détermine qu'un délai supplémentaire sera nécessaire pour que le vérificateur externe remplisse le certificat d'assurance de vérification de l'ORD pertinent, le certificat d'assurance de vérification de l'ORD sera publié dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire après le 31 mars 2031, mais dans tous les cas au plus tard le 30 avril 2031.

Pour tout exercice se terminant avant la date de vérification de l'objectif (la fin de cet exercice, « date de vérification anticipée »), la Société pourra publier sur son site Web un rapport sur la certification de portée limitée par le vérificateur externe (ce rapport, « certificat d'assurance de vérification de l'ORD anticipé ») confirmant si la Société a atteint ou non l'objectif de rendement en matière de durabilité à cette date de vérification anticipée.

Les rapports produits à l'égard de futures OLDD seront régis par les documents aux termes desquels ces futures OLDD sont émises.

Remboursement facultatif

Billets de série CAG

Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment avant le 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant a) à la valeur actualisée des billets de série CAG faisant l'objet du remboursement ou b) à 100 % de leur capital, selon le montant le plus élevé, dans chaque cas y compris l'intérêt couru jusqu'à la date

fixée pour le remboursement, exclusivement, calculé à un taux correspondant au taux modifié, à moins qu'à la fin de l'exercice précédant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné, la Société ait atteint l'objectif de rendement en matière de durabilité comme il est déterminé par le vérificateur externe et confirmé dans un certificat d'assurance de vérification de l'ORD anticipé ou le certificat d'assurance de vérification de l'ORD, selon le cas, auquel cas l'intérêt sera calculé à un taux correspondant au taux initial sur les billets de série CAG (à l'égard des billets de série CAG faisant l'objet du remboursement, « montant intégral »).

Les billets de série CAG peuvent être remboursés à tout moment à compter du 15 août 2032 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à leur capital, plus : la somme de a) l'intérêt couru jusqu'à la date fixée pour le remboursement, exclusivement, calculé à un taux correspondant i) au taux modifié (si un événement déclencheur est survenu) ou ii) au taux initial sur les billets de série CAG (si aucun événement déclencheur n'est survenu) et b) si un événement déclencheur est survenu, un montant additionnel correspondant à i) 0,375 % du capital des billets de série CAG faisant l'objet du remboursement moins ii) le montant de l'intérêt couru de la dernière date de paiement d'intérêt sur les billets de série CAG prévue au calendrier jusqu'à la date fixée pour le remboursement, exclusivement, calculé à un taux correspondant à l'augmentation de taux (et inclus dans le montant total déterminé aux termes de a)) (à l'égard des billets de série CAG faisant l'objet du remboursement, « montant du remboursement par anticipation à la valeur nominale »). Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Dans le cas d'un remboursement de moins que la totalité des billets de série CAG, le fiduciaire canadien choisira les billets de série CAG à rembourser de la manière qu'il juge appropriée.

Le « rendement des obligations du gouvernement du Canada relativement aux billets de série CAG » désigne, quant à toute date de remboursement des billets de série CAG, le rendement moyen sur le marché jusqu'à l'échéance le troisième jour ouvrable (« date de détermination à l'égard des billets de série CAG ») précédant la date de remboursement des billets de série CAG, composé semestriellement, qu'une obligation du gouvernement du Canada non susceptible d'appel donnerait si elle était émise, en dollars canadiens au Canada, à 100 % de son capital à cette date et si elle avait une durée jusqu'à l'échéance se rapprochant le plus près possible de la durée à courir jusqu'à la date pertinente à compter de cette date de remboursement, publié à midi (heure de Toronto) à cette date de détermination à l'égard des billets de série CAG par un courtier en valeurs mobilières choisi par la Société et approuvé par le fiduciaire canadien.

La « valeur actualisée des billets de série CAG » désigne un montant égal à la somme des valeurs actualisées des paiements résiduels de capital et d'intérêts prévus à l'égard de ces billets jusqu'à la date d'échéance des billets de série CAG (ou jusqu'au 15 août 2032 si, à la date à laquelle l'avis de remboursement est donné, i) aucune augmentation de taux ou majoration de type NPF n'a eu lieu et ii) aucune augmentation de taux ni, compte tenu des futures OLDD alors en cours, aucune majoration de type NPF ne peuvent plus désormais avoir lieu jusqu'au 15 août 2032) (la date d'échéance des billets de série CAG ou le 15 août 2032, selon le cas, « date pertinente ») qui seraient exigibles dans l'hypothèse où les billets de série CAG seraient venus à échéance à la date pertinente si ce n'avait été du remboursement (déduction faite de toute partie des paiements au titre de l'intérêt couru jusqu'à la date de remboursement), calculés semestriellement par l'actualisation des paiements (dans l'hypothèse d'une année de 365 jours) jusqu'à la date du remboursement des billets de série CAG en fonction du rendement des obligations du Canada relativement aux billets de série CAG majoré de 51,5 points de base. Aux fins du calcul de la valeur actualisée des billets de série CAG, les paiements résiduels d'intérêts prévus seront calculés dans l'hypothèse où surviendra l'événement déclencheur et tout événement déclencheur à l'égard de futures OLDD aux termes des futures OLDD en cours à la date à laquelle cet avis de remboursement est donné, et dans l'hypothèse où le taux d'intérêt sur les billets de série CAG sera alors relevé aux termes d'une augmentation de taux et d'une ou de plusieurs majorations de type NPF, dans chaque cas aux moments et dans la mesure prévus ci-dessus sous « — Capital, échéance et intérêt — Billets de série CAG », mais uniquement dans la mesure où ces augmentations peuvent toujours avoir lieu jusqu'à la date pertinente.

Billets de série CAH

Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant a) à la valeur actualisée des billets de série CAH faisant l'objet du remboursement ou

b) à 100 % de leur capital, selon le montant le plus élevé. Les billets de série CAH peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 mars 2052 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Dans le cas d'un remboursement de moins que la totalité des billets de série CAH, le fiduciaire canadien choisira les billets de série CAH à rembourser de la manière qu'il juge appropriée.

Le « rendement des obligations du gouvernement du Canada relativement aux billets de série CAH » désigne, quant à toute date de remboursement des billets de série CAH, le rendement moyen sur le marché jusqu'à l'échéance le troisième jour ouvrable (« date de détermination à l'égard des billets de série CAH ») précédant la date de remboursement des billets de série CAH, composé semestriellement, qu'une obligation du gouvernement du Canada non susceptible d'appel donnerait si elle était émise, en dollars canadiens au Canada, à 100 % de son capital à cette date et si elle avait une durée jusqu'à l'échéance se rapprochant le plus près possible de la durée à courir jusqu'au 13 mars 2052 à compter de cette date de remboursement, publié à midi (heure de Toronto) à cette date de détermination à l'égard des billets de série CAH par un courtier en valeurs mobilières choisi par la Société et approuvé par le fiduciaire canadien.

La « valeur actualisée des billets de série CAH » désigne un montant égal à la somme des valeurs actualisées de tous les paiements résiduels de capital et d'intérêts prévus (déduction faite de toute partie des paiements au titre de l'intérêt couru jusqu'à la date de remboursement) de la date de remboursement des billets de série CAH aux dates d'échéance respectives de ces paiements jusqu'au 13 mars 2052, calculé semestriellement par l'actualisation des paiements (dans l'hypothèse d'une année de 365 jours) jusqu'à la date du remboursement des billets de série CAH en fonction du rendement des obligations du gouvernement du Canada relativement aux billets de série CAH majoré de 61,5 points de base.

Billets de série CAI

Les billets de série CAI peuvent être remboursés à tout moment avant le 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, au prix de remboursement correspondant a) à la valeur actualisée des billets de série CAI faisant l'objet du remboursement ou b) à 100 % de leur capital, selon le montant le plus élevé. Les billets de série CAI peuvent être remboursés à tout moment à compter du 13 juillet 2029 au gré de la Société, en totalité, ou de temps à autre, en partie, moyennant un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de remboursement égal à 100 % de leur capital. De plus, l'intérêt couru et impayé, le cas échéant, sera payé jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Un remboursement pourrait, au gré de la Société, être assujéti au respect d'une ou de plusieurs conditions et pourrait être révoqué si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée.

Dans le cas d'un remboursement de moins que la totalité des billets de série CAI, le fiduciaire canadien choisira les billets de série CAI à rembourser de la manière qu'il juge appropriée.

Le « rendement des obligations du gouvernement du Canada relativement aux billets de série CAI » désigne, quant à toute date de remboursement des billets de série CAI, le rendement moyen sur le marché jusqu'à l'échéance le troisième jour ouvrable (« date de détermination à l'égard des billets de série CAI ») précédant la date de remboursement des billets de série CAI, composé semestriellement, qu'une obligation du gouvernement du Canada non susceptible d'appel donnerait si elle était émise, en dollars canadiens au Canada, à 100 % de son capital à cette date et si elle avait une durée jusqu'à l'échéance se rapprochant le plus près possible de la durée à courir jusqu'au 13 juillet 2029 à compter de cette date de remboursement, publié à midi (heure de Toronto) à cette date de détermination à l'égard des billets de série CAI par un courtier en valeurs mobilières choisi par la Société et approuvé par le fiduciaire canadien.

La « valeur actualisée des billets de série CAI » désigne un montant égal à la somme des valeurs actualisées de tous les paiements résiduels de capital et d'intérêts prévus (déduction faite de toute partie des paiements au titre de l'intérêt couru jusqu'à la date de remboursement) de la date de remboursement des billets de série CAI aux dates d'échéance respectives de ces paiements jusqu'au 13 juillet 2029, calculé semestriellement par l'actualisation des paiements (dans l'hypothèse d'une année de 365 jours) jusqu'à la date du remboursement des billets de série CAI en

fonction du rendement des obligations du gouvernement du Canada relativement aux billets de série CAI majoré de 46,5 points de base.

Remboursement fiscal

Les billets de chaque série peuvent être remboursés en totalité et non en partie, au gré de TELUS à tout moment, moyennant un préavis écrit d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à 100 % de leur capital impayé, majoré de l'intérêt couru et impayé (dans le cas des billets de série CAG, au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur) jusqu'à la date du remboursement, si TELUS remet au fiduciaire canadien un avis d'un conseiller en fiscalité canadien indépendant qui est expérimenté au sujet de telles questions selon lequel TELUS est ou pourrait être tenue de payer, à la date suivante à laquelle toute somme serait payable à l'égard des billets en cours de la série pertinente tout montant additionnel (défini aux présentes) par suite d'un changement apporté aux lois (y compris à tout règlement promulgué en application des lois) du Canada ou d'une province ou d'un territoire canadien ou d'un organisme relevant de l'un d'eux ou situé au Canada jouissant d'un pouvoir d'imposition, ou par suite d'un changement dans une position officielle concernant l'application ou l'interprétation de ces lois ou règlements, lorsque ce changement est annoncé ou prend effet à la date d'émission initiale de la série pertinente des billets ou après cette date; il est entendu que TELUS doit déterminer, selon son jugement sur le plan commercial, qu'elle ne peut éviter l'obligation de payer ces montants additionnels en recourant aux mesures raisonnables à sa portée (ne comprenant pas la substitution du débiteur aux termes de la série pertinente des billets).

Rachat en cas d'événement déclencheur de changement de contrôle

Si un événement déclencheur de changement de contrôle (défini aux présentes) se produit à l'égard d'une série donnée de billets, à moins que la Société n'ait exercé son droit facultatif de rachat de la totalité des billets de cette série de la façon indiquée aux rubriques « — Remboursement facultatif » et « — Remboursement fiscal » précédentes, la Société devra faire une offre de rachat de la totalité ou, au gré du porteur de cette série de billets, de toute partie (correspondant à 1 000 \$ ou à un multiple entier de ce montant) des billets de chaque porteur de cette série de billets aux termes de l'offre décrite ci-après (« offre relative au changement de contrôle ») selon les modalités figurant dans l'acte complémentaire applicable. Dans l'offre relative au changement de contrôle, la Société sera tenue d'offrir un paiement en espèces correspondant à 101 % du capital impayé global des billets de la série devant être rachetés, majoré de l'intérêt couru et impayé sur les billets de cette série (dans le cas des billets de série CAG, au taux d'intérêt sur les billets de série CAG alors en vigueur) à la date de rachat.

Dans un délai de 30 jours après tout événement déclencheur de changement de contrôle, la Société devra remettre aux porteurs de billets de la série applicable un avis écrit décrivant l'opération ou les opérations qui constituent l'événement déclencheur de changement de contrôle et offrant de racheter les billets de la série applicable à la date précisée dans l'avis, laquelle date ne sera pas moins de 30 jours mais pas plus de 60 jours après la date à laquelle l'avis est remis. La Société est tenue de respecter les exigences des lois et des règlements sur les valeurs mobilières applicables dans le cadre du rachat des billets d'une série donnée par suite d'un événement déclencheur de changement de contrôle. Dans la mesure où les dispositions de ces lois ou de ces règlements sur les valeurs mobilières applicables entrent en conflit avec les dispositions relatives à un changement de contrôle (défini dans les présentes), la Société sera tenue de se conformer à ces lois et règlements et ne sera pas réputée avoir manqué à ses obligations de rachat des billets de cette série en raison de ce conflit.

La Société ne sera pas tenue de faire une offre relative à un changement de contrôle à la survenance d'un événement déclencheur de changement de contrôle si un tiers fait une telle offre essentiellement de la façon, dans les délais et en conformité avec les exigences applicables à une offre relative à un changement de contrôle (et assortie au moins du même prix d'achat payable au comptant) et que ce tiers achète la totalité des billets de la série donnée déposés en bonne et due forme et dont le dépôt n'a pas été révoqué aux termes de son offre.

Les définitions suivantes s'appliquent à chaque série de billets.

« Agences de notation déterminées » s'entend de Moody's, de S&P et de DBRS tant et aussi longtemps, dans chaque cas, qu'elles ne cessent pas de noter les billets de la série donnée ou n'omettent pas de rendre publique une note pour les billets de la série donnée pour des raisons indépendantes de la volonté de la Société. Si une ou plusieurs de ces agences cessent de noter les billets de la série applicable ou omettent de rendre publique une note

pour les billets de la série applicable pour des raisons indépendantes de la volonté de la Société, la Société peut choisir une autre « agence de notation désignée », au sens du Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, comme agence de remplacement pour une ou plusieurs des agences précitées, selon le cas.

« Changement de contrôle » s'entend de la survenance de l'un ou l'autre des cas suivants : a) la vente, le transfert, le transport, la location ou une autre disposition, directement et indirectement (autrement qu'au moyen d'un regroupement ou d'une fusion), exécuté en une opération ou en une série d'opérations connexes, de la totalité ou de la quasi-totalité des biens et des actifs de la Société et de ses filiales (définies dans le prospectus simplifié préalable de base), prises dans leur ensemble, à une personne ou à un groupe de personnes agissant conjointement ou de concert aux fins d'une telle opération (autre que la Société et ses filiales); ou b) la conclusion de toute opération, y compris, notamment, un regroupement, une fusion ou une émission d'actions avec droit de vote qui fait en sorte qu'une personne ou un groupe de personnes agissant conjointement ou de concert aux fins d'une telle opération (sauf la Société et ses filiales) devient le propriétaire véritable, directement et indirectement, de plus de 50 % des actions avec droit de vote de la Société, pourcentage mesuré en termes de droits de vote plutôt qu'en termes de nombre d'actions (mais ne comprend pas la création d'une société de portefeuille ni une opération semblable qui ne comporte pas un changement de la propriété véritable de la Société).

« Événement déclencheur de changement de contrôle » s'entend à la fois d'un changement de contrôle et d'un événement défavorable concernant la notation.

« Événement défavorable concernant la notation » s'entend du déclassement de la note des billets d'une série donnée sous une note de grande qualité par au moins deux des trois agences de notation déterminées si elles sont trois ou toutes les agences de notation déterminées si elles sont moins de trois (« seuil requis ») un jour quelconque au cours de la période de 60 jours (laquelle période sera prolongée tant que la note des billets de la série donnée fait l'objet d'une analyse annoncée publiquement en vue d'un déclassement éventuel par le nombre d'agences de notation déterminées qui, avec les agences de notation déterminées qui ont déjà déclassé la note qu'ils ont accordée aux billets de la série donnée, comme il est indiqué précédemment, représenteraient ensemble le seuil requis, mais uniquement dans la mesure, et tant et aussi longtemps, qu'un événement déclencheur de changement de contrôle serait provoqué par un tel déclassement s'il survenait) après le premier des deux événements suivants à survenir, à savoir a) la survenance d'un changement de contrôle et b) un avis public de la survenance d'un changement de contrôle ou de l'intention de la Société d'effectuer un changement de contrôle ou d'une convention de la Société conclue à cette fin.

« Note de grande qualité » s'entend d'une note égale ou supérieure à Baa3 (ou l'équivalent) accordée par Moody's Investors Service Inc. (« Moody's »), à BBB- (ou l'équivalent) accordée par Standard & Poor's Rating Services, une unité commerciale de S&P Global Canada Corp. (« S&P »), ou à BBB (bas) (ou l'équivalent) accordée par DBRS Limited (« DBRS ») ou d'une note de crédit de grande qualité équivalente de toute autre agence de notation déterminée.

Achat de billets

La Société pourra, en tout temps et de temps à autre, acheter des billets de l'une ou l'autre des séries sur le marché secondaire (y compris auprès d'un courtier en valeurs mobilières ou d'une entreprise membre d'une bourse reconnue agissant pour son propre compte ou comme intermédiaire), par soumission ou de gré à gré, à n'importe quel prix, sous réserve des lois applicables.

Extinction

Les dispositions décrites sous la rubrique « Description des titres de créance — Extinction » dans le prospectus simplifié préalable de base s'appliquent aux billets de chaque série, y compris la condition qui prévoit que la Société doit remettre au fiduciaire canadien un avis de ses conseillers juridiques selon lequel les porteurs applicables des billets de la série donnée ne constateront aucun revenu ni profit ni aucune perte aux fins de l'impôt fédéral sur le revenu du Canada par suite de cette extinction et seront assujettis à l'impôt fédéral sur le revenu au Canada aux mêmes conditions que si cette extinction n'avait pas eu lieu.

Cas de défaut

Les cas de défaut sont décrits dans le prospectus simplifié préalable de base sous la rubrique « Description des titres de créance — Cas de défaut », qu'il y a lieu de consulter pour l'énumération des événements constituant un cas de défaut à l'égard des billets de chaque série.

Clause restrictive

L'acte de fiducie canadien contient des dispositions selon lesquelles la Société devra s'abstenir d'accomplir et de permettre à une filiale restreinte (définie dans les présentes) d'accomplir les actes suivants, à savoir créer ou prendre en charge un privilège ou une charge (définis dans le prospectus simplifié préalable de base) sur un bien principal (défini dans le prospectus simplifié préalable de base) présent ou futur ou un bien (défini dans le prospectus simplifié préalable de base) qui, considéré globalement avec tout autre bien visé par des privilèges ou charges dans le cadre de la même opération ou d'une série d'opérations liées, constituerait un bien principal de la Société ou d'une filiale restreinte, pour garantir une dette (définie dans le prospectus simplifié préalable de base) de la Société ou d'une filiale restreinte, à moins que les billets de chaque série (avec, si la Société en décide ainsi, les autres dettes de la Société ou de toute filiale restreinte de même rang que les billets de chaque série existants ou créés ultérieurement) ne soient garantis par une sûreté proportionnelle et de rang égal (ou prioritaire) à celui de ces autres dettes, tant que s'applique le privilège ou la charge en question.

Il existe des privilèges ou charges autorisés (chacun, un « privilège autorisé ») auxquels les restrictions susmentionnées ne s'appliquent pas, notamment :

- i) les privilèges ou charges qui existent à la date d'émission initiale des billets (soit vers le 13 septembre 2022);
- ii) les privilèges ou charges sur un bien d'une personne (définie dans le prospectus simplifié préalable de base) qui existent au moment où cette personne devient une filiale restreinte ou au moment où cette personne fusionne avec la Société ou une filiale restreinte et qui ne sont pas créés en prévision de la transformation de cette personne en filiale restreinte ou de la fusion;
- iii) les privilèges ou charges sur un bien qui existent au moment de l'acquisition de ce bien par la Société ou une filiale restreinte, ou les privilèges ou charges en garantie du paiement de la totalité ou d'une partie du prix d'achat de ce bien à l'acquisition de ce bien par la Société ou une filiale restreinte ou en garantie d'une dette contractée avant la date d'acquisition du bien, à la date d'acquisition du bien ou dans les 270 jours suivant la date d'acquisition du bien ou, si la date de mise en service du bien est postérieure à la date d'acquisition, avant la date de mise en service du bien, à la date de mise en service du bien ou dans les 270 jours suivant la date de mise en service, pour le financement de la totalité ou d'une partie du prix d'achat de celui-ci, ou les privilèges ou charges consentis en garantie d'une dette contractée pour le financement du coût, pour la Société ou une filiale restreinte, des améliorations à ce bien acquis ou en garantie d'une dette contractée pour le financement de la totalité ou d'une partie du prix d'achat ou du coût de la construction du bien grevé par ces privilèges ou charges;
- iv) les privilèges ou charges consentis en garantie d'une dette d'une filiale restreinte envers la Société ou une autre filiale restreinte;
- v) les privilèges ou charges consentis sur un bien de la Société ou d'une filiale restreinte en garantie d'une dette ou d'autres obligations émises par le Canada ou les États-Unis d'Amérique ou un État, un département, un ministère, un organisme, un intermédiaire ou une subdivision politique du Canada ou des États-Unis d'Amérique ou d'un État, ou un autre pays ou une subdivision politique d'un autre pays, pour le financement de la totalité ou d'une partie du prix d'achat d'un bien ou d'un élément d'actif grevé par les privilèges ou charges ou, s'il s'agit d'un bien immobilier, du coût de construction ou d'amélioration d'un bien ou d'un élément d'actif grevé par les privilèges

ou charges, y compris les privilèges ou charges créés relativement à des mesures antipollution, à des obligations industrielles ou à des financements semblables;

- vi) les privilèges ou charges garantissant la prolongation, le renouvellement ou le remplacement (ou les prolongations, les renouvellements ou les remplacements successifs) en totalité ou en partie d'une dette garantie par un privilège ou une charge autorisé, y compris ceux visés aux clauses i), ii), iii), iv) et v) ci-dessus; toutefois, ce nouveau privilège ou cette nouvelle charge doit être limité au bien grevé par le privilège ou la charge antérieur immédiatement avant cette prolongation, ce renouvellement ou ce remplacement et le capital de la dette garantie par le privilège ou la charge antérieur immédiatement avant cette prolongation, ce renouvellement ou ce remplacement ne doit pas avoir été augmenté; et
- vii) les autres privilèges ou charges qui ne remplissent pas par ailleurs les conditions d'un privilège ou d'une charge autorisé, dans la mesure où, au moment pertinent, la somme (sans répétition) x) du capital global de la dette garantie par tous ces autres privilèges ou charges, y) de la dette attribuable (définie dans le prospectus simplifié préalable de base) établie au moment des opérations de vente et de cession-bail non restreintes (définies dans les présentes) en cours auxquelles la Société ou une filiale restreinte est partie et z) du capital alors en cours des autres dettes des filiales restreintes engagées conformément à la « Restriction sur la dette des filiales restreintes » ci-dessous (sauf les dettes des filiales restreintes exclues du calcul de cette restriction sur la dette des filiales restreintes selon les réserves qui y sont énoncées) ne dépasse pas 15 % de l'actif corporel net consolidé alors applicable (défini dans le prospectus simplifié préalable de base).

On entend par « filiale restreinte » a) TCI, b) TELUS International et c) à quelque moment que ce soit, toute autre filiale (définie dans le prospectus simplifié préalable de base) de la Société si, à la fin du dernier trimestre pour lequel la Société a publié ses états financiers, l'actif total de cette filiale était supérieur à 10 % de l'actif consolidé de la Société et de ses filiales, établi conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada appliqués de manière uniforme.

Restriction sur la dette des filiales restreintes

L'acte de fiducie canadien contient des dispositions selon lesquelles TELUS ne permettra à aucune filiale restreinte de créer, d'engager ou de prendre en charge une dette directement ou indirectement, à moins qu'après avoir donné effet à la création de cette dette ainsi qu'à l'application du produit en découlant, la somme (sans répétition) x) du capital global de la dette de toutes les filiales restreintes, y) du capital alors en cours de la dette de TELUS garantie par un privilège ou une charge (sauf les privilèges ou les charges constituant des privilèges ou des charges autorisés aux termes des points a) à cc) inclusivement de la définition de privilèges ou de charges autorisés) et z) de la dette attribuable aux opérations de vente et de cession-bail non restreintes alors en cours de TELUS, ne dépasserait pas 15 % de l'actif corporel net consolidé. Cette restriction n'a pas d'incidence sur la dette autorisée (définie dans l'acte complémentaire applicable) des filiales restreintes, à savoir 1) la dette garantie par des privilèges ou des charges constituant des privilèges ou des charges autorisés aux termes des points a) à cc) inclusivement de la définition de privilèges ou de charges autorisés, 2) la dette (sauf la dette en cours aux termes de programmes de papier commercial) de toute personne qui existe à la date de l'acte complémentaire applicable ou au moment où cette personne devient une filiale restreinte, 3) la dette due à TELUS ou à une autre filiale restreinte, 4) le papier commercial émis par les filiales restreintes d'un maximum global de 1 G\$ et 5) les prolongations, les renouvellements ou les remplacements (y compris les prolongations, les renouvellements ou les remplacements successifs) de la totalité ou d'une partie de toute dette des filiales restreintes mentionnée aux points 1), 2), 3) ou 4) qui précèdent (à condition que le capital de cette dette immédiatement avant la prolongation, le renouvellement ou le remplacement ne soit pas augmenté).

Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail

Ni la Société ni une filiale restreinte ne peuvent conclure d'opération de vente et de cession-bail, à l'exception des opérations suivantes :

- i) une opération de vente et de cession-bail qui constitue un privilège autorisé précisé dans l'acte de fiducie canadien;
- ii) une opération de vente et de cession-bail qui n'est pas autorisée par ailleurs aux termes de la clause i) ci-dessus ou de la clause iii) ci-dessous et à l'égard de laquelle la Société ou cette filiale restreinte aurait le droit, au moment où elle conclut l'opération de vente et de cession-bail, de créer un privilège ou une charge sur le bien principal en cause (ou les biens, le cas échéant) afin de garantir une dette dont le montant est au moins égal à la dette attribuable à l'égard de cette opération de vente et de cession-bail sans donner une garantie proportionnelle et de rang égal quant aux billets de la série donnée conformément à la clause restrictive décrite ci-dessus (l'opération de vente et de cession-bail conclue conformément au présent paragraphe étant une « opération de vente et de cession-bail non restreinte »); ou
- iii) une opération de vente et de cession-bail si la Société ou cette filiale restreinte affecte ou voit à faire affecter, dans le cas d'une vente ou d'un transfert au comptant, un montant égal à la juste valeur marchande du bien principal (ou des biens, le cas échéant) vendu ou transféré et loué aux termes de cette opération de vente et de cession-bail ou, s'il est plus élevé, au produit net de cette opération de vente et de cession-bail et, s'il ne s'agit pas d'une vente ou d'un transfert au comptant, un montant égal à la juste valeur marchande du bien principal (ou des biens, le cas échéant) vendu ou transféré et loué aux termes de cette opération de vente et de cession-bail, x) au remboursement (autre qu'un remboursement obligatoire) dans les 180 jours après la date de prise d'effet de cette opération de vente et de cession-bail, de la dette de la Société (qui peut comprendre ou non des titres d'emprunt (définis dans le prospectus simplifié préalable de base) d'une série quelconque) de rang égal ou prioritaire par rapport aux billets de la série donnée et payable à une personne autre que la Société ou un membre du groupe de la Société (défini dans le prospectus simplifié préalable de base) ou y) à l'achat, à la construction ou à l'amélioration d'un bien immobilier ou mobilier que la Société ou ses filiales restreintes utilisent dans le cours normal des activités.

Autres engagements

Outre les engagements de la Société décrits ci-dessus sous la rubrique « — Restriction sur la dette des filiales restreintes », sous la rubrique « — Clause restrictive », qui annule les dispositions décrites sous la rubrique « Description des titres de créance — Clause restrictive » dans le prospectus simplifié préalable de base ci-joint, et sous la rubrique « — Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail », qui annule les dispositions décrites sous la rubrique « Description des titres de créance — Limites relatives aux opérations de vente et de cession-bail » dans le prospectus simplifié préalable de base ci-joint, certains engagements additionnels qui s'appliquent aux billets de chaque série sont décrits dans le prospectus simplifié préalable de base, qu'il y a lieu de consulter à cet effet.

Système d'inscription en compte

Les billets de chaque série seront émis sous forme d'un ou de plusieurs titres globaux nominatifs (chacun, un « billet global ») qui seront détenus par la CDS, en sa qualité de dépositaire, ou en son nom, et immatriculés au nom du prête-nom de CDS. Les adhérents directs et indirects à CDS inscriront la propriété réelle des billets de chaque série au nom de leurs titulaires de compte respectifs.

Paievements

Les paiements d'intérêt et de capital relatifs à un billet global seront versés à CDS ou à son prête-nom, selon le cas, en sa qualité de porteur inscrit du billet global donné. Tant que CDS ou son prête-nom est le propriétaire inscrit d'un billet global, l'un ou l'autre, selon le cas, sera considéré comme l'unique propriétaire, en droit, de ce billet global pour la réception des paiements d'intérêt et de capital relatifs aux billets de la série donnée et à toutes les autres fins aux termes de l'acte de fiducie canadien, sauf en ce qui a trait au paiement de montants additionnels qui seront déterminés en fonction des montants reçus par un porteur de billets ou le propriétaire réel, comme il est décrit à la rubrique « Montants additionnels » ci-après. Les paiements d'intérêt sur les billets globaux seront versés par transfert électronique de fonds le jour où l'intérêt doit être payé et seront remis à CDS ou à son prête-nom, selon le cas.

La Société croit comprendre que CDS ou son prête-nom, sur réception d'un paiement d'intérêt ou de capital relatif à un billet global, portera au crédit des comptes des participants, à la date à laquelle l'intérêt ou le capital doit être payé, des paiements proportionnels à leur participation réelle respective dans le capital de ce billet global indiquée dans les registres de CDS ou de son prête-nom. La Société croit également comprendre que les paiements d'intérêt et de capital que les participants versent aux propriétaires d'une participation réelle dans ce billet global détenu par l'entremise de tels participants seront régis par les directives permanentes et les pratiques habituelles, et constitueront la responsabilité de ces participants. La responsabilité et l'obligation de la Société quant aux paiements sur les billets de l'un ou l'autre des séries représentés par des billets globaux sont limitées uniquement et exclusivement, pendant que les billets de la série donnée sont inscrits sous la forme d'un billet global, au paiement de l'intérêt et du capital dus sur ce billet global à CDS ou à son prête-nom.

Si des billets définitifs de l'une ou l'autre des séries sont émis à la place de billets globaux, les paiements d'intérêt sur chaque billet définitif de chaque série seront versés par transfert électronique de fonds si le porteur de billets de la série donnée en convient ou seront réglés par chèque portant la date de paiement de l'intérêt pertinente et posté à l'adresse de ce porteur de billets indiquée dans le registre tenu par l'agent chargé de la tenue des registres pour les billets de la série donnée, à la fermeture des bureaux le dernier jour du mois qui précède le mois au cours duquel tombe la date de paiement de l'intérêt pertinente.

Le fiduciaire canadien fera fonction, aux termes de l'acte de fiducie canadien, d'agent chargé de la tenue des registres et d'agent payeur. Le paiement du capital à l'échéance sera versé au bureau principal du fiduciaire canadien dans la ville de Calgary (Alberta) (ou dans toute autre ville que la Société pourra désigner de temps à autre), sur remise des billets de la série donnée. Si la date d'échéance pour le paiement de capital ou d'intérêt relatifs à un billet de l'une ou l'autre des séries n'est pas, au lieu du paiement, un jour ouvrable (c'est-à-dire un jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour où les institutions financières au lieu de paiement ont l'autorisation ou l'obligation juridique ou réglementaire de fermer), ce paiement sera versé le jour ouvrable suivant, et le porteur de billets n'aura droit à aucun autre intérêt ni paiement pour un tel retard.

Montants additionnels

Tous les paiements versés par TELUS à l'égard des billets de chaque série seront versés sans aucune retenue ni déduction au titre des impôts, des cotisations ou des autres frais gouvernementaux exigés par le gouvernement du Canada ou d'une province ou d'un territoire canadien, ou en son nom, ou par une administration ou un organisme d'un tel gouvernement ou situé au Canada jouissant d'un pouvoir d'imposition (collectivement, « impôts »), à moins que TELUS ne soit tenue de retenir ou de déduire les impôts par la loi ou par suite de son interprétation ou de son administration par l'administration ou l'organisme gouvernemental compétent. En ce qui concerne les billets de chaque série, si TELUS a cette obligation de retenir ou de déduire toute somme au titre des impôts sur un paiement versé à l'égard des billets de la série donnée, TELUS paiera les montants additionnels (« montants additionnels ») nécessaires pour que le montant net reçu par chaque porteur de billets applicables ou propriétaire réel (y compris les montants additionnels) après cette retenue ou déduction ne soit pas inférieur à la somme que le porteur de billets applicable ou le propriétaire réel aurait reçue si ces impôts n'avaient pas été retenus ou déduits; il est toutefois entendu qu'aucun montant additionnel ne sera payable concernant :

- un paiement à un porteur de billets ou à un propriétaire réel qui est responsable de ces impôts pour un tel billet 1) parce qu'il est une personne avec laquelle TELUS a un lien de dépendance aux fins

de la Loi de l'impôt ou 2) parce qu'il existe un lien actuel ou passé entre ce porteur de billets ou propriétaire réel (ou entre un fiduciaire, un constituant, un bénéficiaire, un membre ou actionnaire d'un tel porteur de billets ou propriétaire réel ou une personne possédant un pouvoir sur celui-ci, si ce porteur ou propriétaire réel est une succession, une fiducie, une société de personnes, une société à responsabilité limitée ou une société par actions) et le Canada ou une province ou un territoire canadien ou un organisme relevant de l'un d'eux ou situé au Canada, sauf la simple acquisition, détention, utilisation ou propriété réelle ou réputée exister, ou la réception de paiements ou la mise à exécution de droits à l'égard de ce billet en tant que non-résident réel ou réputé du Canada ou d'une province ou d'un territoire canadien ou d'un organisme relevant de l'un d'eux ou situé au Canada;

- tous les impôts qui n'auraient pas été perçus n'eût été le statut d' « entité déterminée » (au sens du libellé proposé du paragraphe 18.4(1) de la Loi de l'impôt contenu dans les propositions législatives visant à modifier la Loi de l'impôt qui ont été publiées le 29 avril 2022) du porteur de billets ou du propriétaire réel responsable de ces impôts à l'égard d'un billet donné à l'égard de TELUS dans la mesure où le paiement applicable serait assujéti à une retenue d'impôt en vertu de cette loi sous l'effet de ces propositions;
- un paiement à un porteur de billets ou à un propriétaire réel qui est un « actionnaire déterminé » de TELUS ou qui a un lien de dépendance avec un « actionnaire déterminé » de TELUS au sens du paragraphe 18(5) de la Loi de l'impôt;
- un billet présenté aux fins de paiement plus de 30 jours après le dernier des événements suivants : 1) la date à laquelle ce paiement devient exigible ou 2) si le montant intégral des fonds payables n'a pas été versé aux porteurs de billets à cette date ou auparavant, la date à laquelle le montant intégral de ces fonds a été versé aux porteurs de billets, sauf dans la mesure où le porteur de billets aurait eu droit à de tels montants additionnels sur présentation de ce billet aux fins de paiement le dernier jour de cette période de 30 jours;
- toute taxe sur les successions, les héritages, les dons, les ventes ou les transferts, toute taxe d'accise ou contribution mobilière ou tout impôt similaire;
- tout impôt exigé parce que le porteur de billets ou le propriétaire réel d'un billet n'a pas respecté les exigences de certification, d'identification, de déclaration ou d'information similaire concernant la nationalité, la résidence, l'identité ou le lien avec le Canada ou une province ou un territoire canadien ou un organisme relevant de l'un d'eux ou situé au Canada du porteur de billets ou du propriétaire réel de ce billet, si ce respect est exigé par la loi ou un règlement en tant que condition préalable à une réduction ou à une exemption de ces impôts;
- tout impôt qui est payable autrement qu'au moyen d'une retenue ou d'une déduction de tout paiement versé aux termes des billets ou en rapport avec ceux-ci; ou
- toute combinaison des éléments précités,

et aucun de ces montants additionnels ne sera versé relativement à tout paiement sur un billet à un porteur de billets ou à un propriétaire réel qui est un fiduciaire ou une société de personnes ou qui n'est pas l'unique propriétaire réel de ce billet dans la mesure où un bénéficiaire ou un constituant quant à ce fiduciaire, ou un membre de cette société de personnes ou un propriétaire réel d'un billet, n'aurait pas eu le droit de recevoir paiement de ces montants additionnels si ce bénéficiaire, constituant, membre ou propriétaire réel avait reçu directement sa part réelle ou distributive d'un tel paiement.

Lorsque, aux termes de l'article 803 du *Règlement de l'impôt sur le revenu*, un porteur de billets ou un propriétaire réel doit payer de l'impôt à l'égard d'un montant exigible aux termes des billets au porteur de billets (autrement qu'en raison d'un transfert des billets à un résident du Canada avec qui le cessionnaire a un lien de dépendance aux fins de cette Loi), mais qu'aucun montant additionnel n'est versé à l'égard de cet impôt, TELUS versera au porteur de billets un montant correspondant à cet impôt dans les 45 jours suivant la réception d'un avis du

porteur de billets contenant des détails raisonnables de l'impôt ainsi exigible; toutefois, ce porteur de billets ou propriétaire réel aurait eu droit de recevoir des montants additionnels à l'égard de cet impôt, parce qu'il est exigible autrement que par déduction ou retenue des paiements faits aux termes ou à l'égard des billets.

Chaque fois que l'acte de fiducie canadien ou un billet de l'une ou l'autre des séries prévoit, dans quelque contexte que ce soit, le paiement du capital, d'une prime, de l'intérêt ou d'un autre montant à l'égard d'un billet de l'une ou l'autre des séries, cette stipulation sera réputée prévoir le paiement de montants additionnels dans la mesure où, dans ce contexte, des montants additionnels sont, étaient ou seraient payables à cet égard.

L'obligation de verser des montants additionnels se poursuit malgré la résiliation ou autre résolution de l'acte de fiducie canadien ou le rachat, le remboursement ou l'achat des billets de l'une ou l'autre des séries.

Lois d'application

L'acte de fiducie canadien et les billets de l'une ou l'autre des séries sont tous régis et interprétés conformément aux lois de la province d'Ontario.

ÉVALUATION DU CRÉDIT

DBRS a accordé aux billets de chaque série la note BBB (élevée) (tendance négative), S&P leur a accordé la note BBB+ (perspective négative), Moody's leur a accordé la note Baa1 (perspective négative) et Fitch Ratings (« Fitch ») leur a accordé la note BBB+ (perspective négative) (DBRS, S&P, Moody's et Fitch sont chacune appelées une « agence de notation du crédit »). Les notes de crédit visent à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité du crédit d'une émission de titres.

Les descriptions suivantes des catégories de notation, préparées par les agences de notation respectives (obtenues de leurs sites Web publics), visent seulement à décrire le mode d'évaluation que chaque agence de notation utilise et ne constituent pas de la part de TELUS un aval de ces catégories ou de leur application par les agences de notation respectives.

Agence

de notation

Évaluation

DBRS

L'échelle de la notation du crédit à long terme de DBRS^{MD} constitue une opinion sur le risque de défaillance, c'est-à-dire le risque qu'un émetteur ne respecte pas ses obligations financières conformément aux modalités suivant lesquelles une obligation a été émise. Les évaluations se fondent sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs concernant l'émetteur et sur le rang relatif des créances. Toutes les catégories de notation, sauf les catégories AAA et D, comprennent également des sous-catégories (élevée) et (faible). L'absence de désignations (élevée) et (faible) indique que la notation se situe au centre de la catégorie.

Une note BBB dénote une qualité de crédit convenable. La capacité de paiement des obligations financières d'une entité qui reçoit une telle note est jugée acceptable. Elle peut être touchée par des événements ultérieurs.

L'attribution d'une tendance « positive », « stable » ou « négative » donne une indication quant à l'opinion de DBRS à l'égard de la tendance de la note. La tendance dont une note est assortie indique l'orientation de cette note, selon DBRS, si la situation actuelle se maintient ou, dans certains cas, si des changements ne sont pas apportés par l'émetteur.

S&P

Une notation de crédit de S&P concernant une émission constitue une opinion prospective sur la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une obligation financière précise, d'une catégorie précise d'obligations financières ou d'un programme financier précis (y compris les notes sur les programmes de billets à moyen terme et les programmes de papier commercial). L'opinion prend en considération la solvabilité des cautions, des assureurs ou autres formes de rehaussement du crédit quant à l'obligation et tient compte de la devise dans laquelle l'obligation est libellée. Elle indique

**Agence
de notation**

Évaluation

l'avis de S&P quant à la capacité et à la volonté du débiteur de remplir ses engagements financiers au fur et à mesure de leur échéance et elle peut évaluer des facteurs, comme la garantie additionnelle et la subordination, qui pourraient avoir une incidence sur le versement final en cas de défaut.

Une obligation notée BBB démontre des paramètres de protection. Cependant, une conjoncture économique défavorable ou des circonstances évolutives sont plus susceptibles d'amoinrir la capacité du débiteur de respecter son engagement financier envers l'obligation.

Les notes AA à CCC peuvent être modifiées par l'ajout d'un signe plus (+) ou d'un signe moins (-) afin d'indiquer la position relative à l'intérieur d'une catégorie de notation principale.

S&P attribue des perspectives aux émetteurs et non aux titres d'emprunt individuels. Les perspectives attribuées par S&P constituent une évaluation de l'évolution potentielle d'une notation à long terme sur un horizon à moyen terme, soit généralement au plus deux ans pour les émetteurs de qualité supérieure et au plus un an pour les émetteurs de qualité inférieure. S&P a attribué des perspectives négatives à la Société, ce qui signifie qu'elle pourrait abaisser une note.

Moody's

Les notes à long terme de Moody's sont attribuées aux émetteurs ou aux obligations dont la durée initiale est de onze mois et plus et indiquent autant la possibilité d'un défaut de paiement d'une obligation contractuelle que la perte financière qui serait subie en cas de défaut.

Les obligations ayant reçu la note Baa sont considérées comme de qualité intermédiaire et sont assujetties à un risque de crédit modéré; elles peuvent ainsi posséder certaines caractéristiques spéculatives.

Moody's attribue les indicateurs numériques 1, 2 et 3 à chaque catégorie d'évaluation générique, de Aa à Caa. L'indicateur 1 indique que l'obligation se classe dans la partie supérieure de la catégorie d'évaluation générique, l'indicateur 2 désigne un rang intermédiaire et l'indicateur 3 désigne un classement dans la partie inférieure de cette catégorie d'évaluation générique.

Des perspectives peuvent être attribuées aux émetteurs ou aux notations. Une notation de Moody's représente une opinion quant à l'évolution probable d'une note à moyen terme. Une perspective stable indique que la possibilité que la note soit modifiée à moyen terme est faible. Une perspective négative, positive ou évolutive indique une plus grande probabilité que la note soit modifiée à moyen terme. Moody's a attribué une perspective négative à la Société, ce qui signifie qu'il y a une plus grande probabilité que la note soit modifiée à moyen terme.

Fitch

Dans un certain nombre de secteurs, les entités notées, y compris les sociétés financières et non financières, les sociétés souveraines et les compagnies d'assurance, se voient généralement accorder une note de défaut émetteur (« NDE »). Les NDE fournissent une indication de la vulnérabilité relative d'une entité au non-respect de ses obligations financières. Le risque de défaut « critique » dont il est tenu compte dans la NDE correspond généralement aux obligations financières dont le non-paiement serait le plus représentatif du manquement auquel cette entité n'a pas remédié. Ainsi, les NDE tiennent également compte de la vulnérabilité relative de l'entité à une faillite, à une mise sous séquestre ou à d'autres concepts similaires, bien que l'agence reconnaisse que les émetteurs peuvent avoir recours de manière préventive à ces mécanismes et qu'ils peuvent alors s'en prévaloir volontairement. Dans l'ensemble, les NDE fournissent un classement ordinal des émetteurs fondé sur l'évaluation faite par l'agence de leur vulnérabilité relative à la défaillance plutôt que sur la projection d'un pourcentage donné de probabilité de défaut.

La note BBB indique que l'on prévoit actuellement un faible risque de défaillance. La capacité d'honorer les engagements financiers d'une entité qui reçoit une telle note est considérée comme

**Agence
de notation**

Évaluation

adéquate, mais des conditions économiques ou commerciales défavorables sont davantage susceptibles de nuire à cette capacité.

À l'intérieur des catégories de notation, Fitch peut attribuer des indicateurs. Le signe + ou le signe – peut être ajouté à une note pour donner la position relative à l'intérieur d'une catégorie de notation principale.

La perspective accolée à la note de Fitch indique l'évolution probable que suivra une note sur une période de un à deux ans et reflète des tendances financières ou autres encore insuffisantes pour entraîner une révision de note, mais qui pourraient en provoquer une si elles se maintiennent. Une perspective stable signifie qu'une note n'est pas susceptible de changer.

La Société a versé des paiements à chacune des agences de notation relativement à l'attribution de notes à sa dette à long terme et versera des paiements à chacune des agences de notation relativement à la confirmation de telles notes aux fins du présent placement. De plus, la Société a versé des paiements à l'égard de certains autres services que les agences de notation ont fournis à la Société au cours des deux dernières années.

Les notes de crédit accordées aux billets de chaque série par les agences de notation du crédit ne constituent pas des recommandations d'achat, de détention ou de vente des billets pertinents étant donné qu'elles ne comportent aucun commentaire sur le cours du marché ou l'opportunité d'un tel placement pour un investisseur en particulier. Rien ne saurait garantir qu'une note demeurera en vigueur pendant une période donnée, ni qu'elle ne sera pas retirée ou révisée entièrement par une agence de notation du crédit en tout temps, si celle-ci est d'avis que les circonstances le justifient.

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis de Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Société, et d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, les billets de chaque série, s'ils sont émis à la date des présentes, constitueront des placements admissibles en vertu de la Loi de l'impôt et de son règlement d'application pour les fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite (« REER »), des fonds enregistrés de revenu de retraite (« FERR »), des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (« REEI »), des régimes enregistrés d'épargne-études (« REEE »), des régimes de participation différée aux bénéficiaires (« RPDB ») (sauf des fiducies régies par des RPDB desquels la Société ou une société qui a un lien de dépendance avec elle au sens donné à cette expression dans la Loi de l'impôt est l'un des employeurs) et des comptes d'épargne libre d'impôt (« CELI »).

Malgré le texte qui précède, si un billet constitue un « placement interdit » aux fins d'un REER, d'un FERR, d'un REEI, d'un REEE ou d'un CELI, le rentier aux termes du REER et du FERR, l'adhérent à un REEE, le titulaire d'un CELI ou d'un REEI, selon le cas, pourrait être assujéti à une pénalité fiscale en vertu de la Loi de l'impôt. De façon générale, les billets ne constitueront pas un « placement interdit » pour un REER, un FERR, un REEE, un REEI ou un CELI si, aux fins de la Loi de l'impôt, le rentier aux termes du REER ou du FERR, l'adhérent à un REEE ou le titulaire d'un CELI ou d'un REEI (selon le cas) a) traite sans lien de dépendance avec la Société aux fins de la Loi de l'impôt et b) ne détient pas de « participation notable » au sens du paragraphe 207.01(4) de la Loi de l'impôt dans la Société.

Les épargnants éventuels devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux à l'égard des règles concernant les placements interdits en ce qui a trait à leur situation particulière.

CERTAINES INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Société, et d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques des placeurs pour compte, le texte suivant est un sommaire général des principales incidences de l'impôt fédéral sur le revenu au Canada s'appliquant habituellement, en vertu de la Loi de l'impôt, à un porteur qui acquiert, à titre de propriétaire véritable, des billets en vertu du présent placement. Le présent sommaire est applicable à ce porteur qui, à tous moments pertinents, aux fins de l'application de la Loi de l'impôt : i) est ou est réputé être un résident du Canada; ii) n'a aucun lien de dépendance avec la Société ni n'est affilié à celle-ci; et iii) détient les billets à titre d'immobilisations (« porteur »). En général, les billets seront considérés comme des immobilisations pour un porteur à moins qu'il ne les détienne ou les acquière dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise, ou que le porteur ait détenu ou acquis ces billets dans le cadre d'une ou de plusieurs opérations assimilées à un projet comportant un risque de caractère commercial. Certains porteurs dont les billets pourraient par ailleurs ne pas constituer des immobilisations peuvent, dans certaines circonstances, faire en sorte que les billets et tous les autres « titres canadiens » (au sens donné dans la Loi de l'impôt) leur appartenant durant l'année d'imposition du choix et lors de toutes les années d'imposition subséquentes soient réputés constituer des immobilisations en faisant le choix irrévocable prévu par le paragraphe 39(4) de la Loi de l'impôt. Ces porteurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux en ce qui a trait à leur situation personnelle.

Le présent sommaire ne s'applique pas à un porteur : i) qui est une « institution financière », au sens donné dans la Loi de l'impôt aux fins des règles d'évaluation des biens à la valeur du marché; ii) dans lequel une participation constituerait un « abri fiscal déterminé »; iii) qui a choisi de déclarer ses « résultats fiscaux canadiens » dans une monnaie autre que le dollar canadien; ou iv) qui conclut un « contrat dérivé à terme » à l'égard des billets, au sens donné dans la Loi de l'impôt. Ces porteurs devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux en ce qui a trait à leur situation personnelle.

Le présent sommaire est fondé sur les dispositions actuelles de la Loi de l'impôt, de son règlement d'application (« règlement ») et sur la compréhension qu'ont les conseillers juridiques des politiques d'administration et de cotisation actuelles de l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») publiées par écrit avant la date des présentes. Le présent sommaire tient également compte de toutes les propositions spécifiques visant à modifier la Loi de l'impôt et le règlement qui ont été annoncées au public par le ministre des Finances (Canada), ou pour son compte, avant la date des présentes (collectivement, « modifications fiscales proposées ») et suppose que toutes les modifications fiscales proposées seront adoptées dans la forme proposée. Aucune assurance ne peut être donnée que les modifications fiscales proposées seront adoptées ni qu'elles le seront telles qu'elles ont été proposées. Outre les modifications fiscales proposées, ce sommaire ne considère ni ne prévoit aucun changement apporté à la loi, aux politiques administratives ou aux pratiques de cotisation de l'ARC, par décision ou mesure judiciaire, législative, gouvernementale ou administrative, ni ne tient compte de lois ou de considérations provinciales, territoriales ou étrangères en matière d'impôt sur le revenu, qui peuvent différer sensiblement de celles commentées aux présentes.

Le présent sommaire est de nature générale seulement et n'est pas censé constituer des conseils juridiques ou fiscaux à l'intention d'un porteur en particulier, ni ne saurait être interprété comme tel, et aucune déclaration n'est faite concernant les incidences fiscales pour un porteur en particulier. Le présent sommaire n'épuise pas l'ensemble des incidences fiscales fédérales canadiennes. En conséquence, les acquéreurs éventuels de billets devraient consulter leurs propres conseillers fiscaux au sujet de leur situation particulière.

Imposition de l'intérêt sur les billets

Un porteur qui est une société par actions, une société de personnes, une fiducie d'investissement à participation unitaire ou une fiducie dont une société par actions ou une société de personnes est bénéficiaire devra inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tout intérêt sur un billet qui s'accumule ou est réputé s'accumuler en sa faveur jusqu'à la fin de cette année d'imposition ou qu'il est en droit de recevoir ou qu'il reçoit avant la fin de cette année d'imposition, dans la mesure où ce montant n'a pas été inclus par ailleurs dans son revenu pour une année d'imposition antérieure.

Tout autre porteur, y compris un particulier ou une fiducie (autre que les fiducies décrites au paragraphe précédent), devra inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition tout intérêt sur un billet qu'il reçoit ou qu'il est en droit de recevoir durant cette année (selon la méthode qu'il suit régulièrement dans le calcul de son revenu), dans la mesure où ce montant n'a pas été autrement inclus dans son revenu pour une année d'imposition antérieure. De plus, si, à quelque moment que ce soit, un billet devenait un « contrat de placement » (au sens donné dans la Loi de l'impôt) à l'égard du porteur, ce dernier sera tenu d'inclure dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition les intérêts courus en sa faveur sur le billet jusqu'à un « jour anniversaire » (au sens donné dans la Loi de l'impôt) durant cette année, dans la mesure où ces intérêts n'ont pas par ailleurs été inclus dans le calcul du revenu du porteur pour cette année d'imposition ou une année d'imposition antérieure.

Les billets de série CAG peuvent être considérés comme des « créances visées par règlement » aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral canadien. Dans certaines circonstances, les dispositions de la Loi de l'impôt exigent que le porteur d'une « créance visée par règlement » (au sens de la Loi de l'impôt) inclue dans son revenu pour chaque année d'imposition le montant de l'intérêt, du supplément ou de la prime à recevoir à l'égard de l'obligation pendant sa durée, selon le montant maximal de l'intérêt, du supplément ou de la prime à recevoir à l'égard de l'obligation. Les porteurs éventuels des billets de série CAG devraient consulter leurs conseillers en fiscalité quant aux incidences qui pourraient découler de l'accumulation réputée à l'égard d'une créance visée par règlement.

Un porteur qui est une « société privée sous contrôle canadien » (définie dans la Loi de l'impôt) ou une « SPCC en substance » (définie dans les propositions fiscales) peut devoir payer un impôt remboursable supplémentaire sur le revenu de placement. À cette fin, le revenu de placement inclura habituellement le revenu d'intérêt.

Au moment d'une disposition ou disposition réputée d'un billet, y compris un remboursement, un paiement à l'échéance ou un rachat, un porteur aura habituellement l'obligation d'inclure dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition a eu lieu le montant de l'intérêt qui s'est accumulé (ou qui est réputé s'être accumulé) sur le billet à compter de la date du dernier paiement d'intérêt jusqu'à la date de la disposition dans la mesure où ce montant n'a pas été autrement inclus dans son revenu pour l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure.

De plus, tout montant que la Société verse à un porteur à titre de pénalité ou de prime en raison du remboursement de la totalité ou d'une partie du capital d'un billet avant son échéance (y compris par suite de l'exercice, par la Société, d'un droit de remboursement ou par suite de l'exigence pour la Société de rembourser les billets en raison d'un changement de contrôle) sera habituellement réputé constituer alors un intérêt reçu par le porteur et devra être inclus dans le calcul de revenu de ce dernier comme il est mentionné ci-dessus, dans la mesure où on peut raisonnablement considérer que ce montant concerne l'intérêt que la Société aurait payé ou qu'elle aurait dû payer sur le billet pour une année d'imposition se terminant après ce moment et également dans la mesure où ce montant ne dépasse pas la valeur de cet intérêt à ce moment.

En général, dans le cadre d'une disposition réelle ou réputée, y compris un remboursement, un paiement à l'échéance ou un rachat, un porteur réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) en capital correspondant à l'excédent (ou à l'insuffisance) du produit de la disposition, après déduction de l'intérêt couru et des autres montants inclus dans le revenu du porteur à titre d'intérêt à la disposition réelle ou réputée, par rapport au prix de base rajusté du billet pour lui immédiatement avant la disposition réelle ou réputée et aux coûts raisonnables de la disposition.

En règle générale, la moitié de tout gain en capital (« gain en capital imposable ») réalisé par un porteur durant une année d'imposition devra être incluse dans son revenu pour cette année et, sous réserve des dispositions de la Loi de l'impôt et conformément à celles-ci, la moitié de toute perte en capital (« perte en capital déductible ») subie par un porteur durant une année d'imposition devra être déduite des gains en capital imposables qu'il a réalisés durant cette année. Les pertes en capital déductibles excédant les gains en capital imposables durant une année particulière pourront être reportées rétrospectivement et déduites durant n'importe laquelle des trois années d'imposition précédentes ou reportées prospectivement et déduites durant toute année d'imposition subséquente des gains en capital nets imposables réalisés durant ces années, dans la mesure et les circonstances décrites dans la Loi

de l'impôt. Un gain en capital réalisé par un particulier ou une fiducie (autre que certaines fiducies) peut donner lieu à l'obligation de payer l'impôt minimum de remplacement.

Comme il est indiqué ci-dessus, un porteur qui est une « société privée sous contrôle canadien » (définie dans la Loi de l'impôt) peut devoir payer un impôt remboursable additionnel sur le revenu de placement. À cette fin, le revenu de placement inclura habituellement les gains en capital imposables.

MODE DE PLACEMENT

Aux termes d'une convention datée du 8 septembre 2022 intervenue entre les placeurs pour compte et la Société (« convention de placement pour compte »), les placeurs pour compte ont convenu d'agir à titre de mandataires de la Société en vue d'offrir pour compte les billets de chaque série au public, sous les réserves d'usage concernant leur émission par la Société, sous réserve du respect de toutes les exigences juridiques requises et conformément aux conditions de la convention de placement pour compte. Le prix d'offre des billets de chaque série a été établi par voie de négociation entre la Société et les placeurs pour compte. Les placeurs pour compte recevront une rémunération de 4,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets de série CAG vendus, une rémunération de 5,00 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets de série CAH vendus et une rémunération de 3,70 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets de série CAI vendus.

Les placeurs pour compte ont la faculté de résoudre leurs obligations aux termes de la convention de placement pour compte à leur gré sur le fondement de leur appréciation de la conjoncture financière; ces obligations peuvent également être résolues par la réalisation de certaines conditions. Bien que les placeurs pour compte aient convenu de mettre tout en œuvre pour vendre les billets de chaque série offerts aux termes du présent supplément de prospectus, ils ne seront pas tenus d'acheter les billets invendus de l'une ou l'autre des séries.

Le présent placement est fait dans toutes les provinces du Canada. Aucune vente ne sera effectuée dans une province canadienne par un placeur pour compte qui n'est pas dûment inscrit en tant que courtier en valeurs mobilières en vertu des lois de cette province, sauf les ventes effectuées conformément à des dispenses des exigences d'inscription en vertu des lois de cette province.

Les billets de chaque série sont proposés sous réserve de certaines conditions, y compris le droit de la Société de refuser en totalité ou en partie les ordres reçus.

Dans le cadre du présent placement, les placeurs pour compte peuvent, sous réserve des lois applicables, faire des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des billets de chaque série à un cours supérieur au cours qui serait formé sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment.

La Société et les placeurs pour compte ont convenu de s'indemniser réciproquement de certaines responsabilités, y compris celles prévues par les lois provinciales canadiennes sur les valeurs mobilières. Il n'existe aucun marché public pour la négociation des billets de l'une ou l'autre des séries et la Société n'a pas l'intention d'inscrire ces billets à la cote d'une bourse.

Chacun des placeurs pour compte est membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de la Société aux termes de la facilité de crédit de 2021. Marchés mondiaux CIBC inc. et Scotia Capitaux Inc. sont chacune membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de la Société aux termes de la facilité de crédit de 2022. Chacun des placeurs pour compte, autres que J.P. Morgan Valeurs Mobilières Canada Inc., ATB Capital Markets Inc. et Valeurs Mobilières Banque Laurentienne inc., est membre du groupe d'une institution financière qui agit en tant que prêteur de TELUS International aux termes de la facilité de crédit de TELUS International. En outre, Valeurs Mobilières TD Inc. est l'agent de services financiers d'une institution financière et un membre du même groupe que celle-ci, laquelle est le promoteur et le fournisseur de liquidités d'une fiducie de créances. En conséquence, la Société peut être considérée comme un émetteur associé à chacun de ces placeurs pour compte aux fins de la législation en valeurs mobilières des provinces canadiennes.

En date du 30 juin 2022, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit de 2021 et un montant d'environ 1,9 G\$ (1,5 G\$ US) avaient été utilisés pour garantir l'encours du papier commercial. En date des

présentes, aucun montant n'a été prélevé sur la facilité de crédit de 2021 et un montant d'environ 1,9 G\$ (1,5 G\$ US) a été utilisé pour garantir l'encours du papier commercial.

La facilité de crédit de 2022 est entrée en vigueur le 12 juillet 2022. En date des présentes, un montant de 1,6 G\$ a été prélevé sur la facilité de crédit de 2022. Les montants prélevés sur la facilité de crédit de 2022 ont été utilisés pour financer la tranche en espèces de la contrepartie versée pour acquérir la totalité des actions émises et en circulation de LifeWorks, pour rembourser la facilité de crédit de LifeWorks et aux fins générales de l'entreprise de LifeWorks.

La facilité de crédit de TELUS International est constituée d'une facilité de crédit bancaire d'environ 1,7 G\$ US qui expirera le 28 janvier 2025, à l'exception de l'encours aux termes d'une composante emprunt à terme de 250 M\$ US de cette facilité qui sera exigible le 22 décembre 2022. En date du 30 juin 2022, un montant de 0,8 G\$ US avait été prélevé sur la facilité de crédit de TELUS International. En date des présentes, un montant d'environ 0,9 G\$ US a été prélevé sur la facilité de crédit de TELUS International.

La fiducie de créances est une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à qui un membre du groupe de la Société vend des participations dans certaines créances client. En date du 30 juin 2022, l'encours aux termes de la fiducie de créances s'élevait à 275 M\$. À la date du présent supplément de prospectus, l'encours aux termes de la fiducie de créances, avant l'application du produit du présent placement, s'élevait à 580 M\$. Une partie du produit net du placement servira à réduire l'encours aux termes de la fiducie de créances. Les montants prélevés sur la fiducie de créances ont été utilisés pour satisfaire aux besoins de fonds de roulement.

TELUS respecte et a respecté les modalités des facilités de crédit de TELUS, de la facilité de crédit de TELUS International et de la fiducie de créances. Aucun des prêteurs aux termes des facilités de crédit de TELUS, de la facilité de crédit de TELUS International ou de la fiducie de créances ni aucun des placeurs pour compte n'a participé à la décision de la Société de placer les billets proposés dans les présentes. Les placeurs pour compte ont négocié les modalités et conditions du présent placement et n'en tireront aucun avantage autre que tel qu'il est décrit dans les présentes. Le produit net servira à rembourser l'encours de la dette, y compris le remboursement du papier commercial (contracté aux fins générales du fonds de roulement) et la réduction des montants au comptant impayés aux termes de la fiducie de créances (engagés aux fins du fonds de roulement), ainsi qu'à d'autres fins générales de l'entreprise. Certains membres du groupe des placeurs pour compte pourraient être des titulaires du papier commercial de la Société et l'un des placeurs pour compte est l'agent de services financiers d'une institution financière et un membre du même groupe que celle-ci, laquelle est le promoteur et le fournisseur de liquidités de la fiducie de créances. Ainsi, un ou plusieurs membres du groupe des placeurs pour compte pourraient recevoir une tranche du produit net du présent placement sous forme de remboursement de la dette. Le produit du présent placement ne sera pas imputé à l'avantage des placeurs pour compte ou des membres de leur groupe, autrement que tel qu'il est décrit dans les présentes.

En outre, dans le cours normal de leurs affaires, les placeurs pour compte et les membres de leur groupe respectif peuvent faire ou détenir une vaste gamme d'investissements et activement négocier des titres d'emprunt et de capitaux propres (ou des produits dérivés connexes) et des instruments financiers (pouvant inclure des prêts bancaires) pour leur propre compte et pour le compte de leurs clients. Ces activités dans le domaine des placements et des valeurs mobilières peuvent porter sur les titres et/ou les instruments financiers de la Société ou des membres de son groupe. Si des placeurs pour compte ou des membres de leur groupe respectif ont des liens de prêteur avec la Société, certains d'entre eux couvrent systématiquement, et certains autres peuvent couvrir, leur exposition au crédit par rapport à la Société conformément à leurs politiques de gestion des risques habituelles. De façon générale, ces placeurs pour compte et les membres de leur groupe respectif couvriraient cette exposition en effectuant des opérations qui consistent à acheter des swaps sur défaillance de crédit ou à créer des positions vendeur sur des titres de la Société, y compris, éventuellement, les billets offerts aux termes des présentes. Ces swaps sur défaillance de crédit ou ces positions vendeur pourraient avoir une incidence défavorable sur le cours futur des billets offerts aux termes des présentes. Les placeurs pour compte et les membres de leur groupe respectif peuvent également faire des recommandations en matière de placements et/ou publier des recherches ou exprimer des opinions indépendantes à l'égard de ces titres ou instruments financiers et peuvent à tout moment détenir des positions acheteur et/ou des positions vendeur à leur égard ou recommander à leurs clients d'en acquérir.

Restrictions en matière de vente – États-Unis d'Amérique

Le présent placement n'est pas fait aux États-Unis. Les billets de chaque série n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la *Securities Act of 1933* des États-Unis, en sa version modifiée (« *Securities Act* »), ou des lois sur les valeurs mobilières de tout État et ne peuvent être offerts ou remis, directement ou indirectement, ou vendus aux États-Unis. Les placeurs pour compte ont convenu de s'abstenir d'offrir, de vendre ou de livrer, directement ou indirectement, les billets de l'une ou l'autre des séries aux États-Unis, dans ses territoires et ses possessions ou à une « personne des États-Unis » (au sens donné à ce terme dans le *Regulation S* pris en application de la *Securities Act*) ou pour son compte ou à son profit. Le présent supplément de prospectus ne constitue pas une offre de vendre ni la sollicitation d'une offre d'acheter les billets de l'une ou l'autre des séries aux États-Unis.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Certaines questions d'ordre juridique relatives au présent placement seront examinées, pour le compte de la Société, par Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l., Toronto (Ontario), conseillers juridiques canadiens de la Société, et, pour le compte des placeurs pour compte, par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., Toronto (Ontario), conseillers juridiques canadiens des placeurs pour compte. Les associés et les autres avocats de Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l. et d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., collectivement, sont propriétaires véritables, directement ou indirectement, de moins de 1 % des titres en circulation de la Société.

AUDITEUR, AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS

L'auditeur de la Société est Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l., comptables agréés inscrits indépendants, établi au 410 West Georgia Street, à Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 1Z3. Deloitte S.E.N.C.R.L., s.r.l. est indépendant de la Société au sens de la loi américaine intitulée *Securities Act of 1933*, en sa version modifiée, et des règles et règlements pris en application de cette loi et adoptés par la Securities and Exchange Commission, ainsi qu'au sens où l'entend le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) et au sens des règles de déontologie des comptables professionnels agréés de la Colombie-Britannique.

Les registres pour l'inscription et le transfert des billets de chaque série émis sous forme nominative seront conservés aux bureaux principaux du fiduciaire canadien dans la ville de Calgary (Alberta).

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans plusieurs provinces, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fautive ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

ATTESTATION DE TELUS CORPORATION

Le 8 septembre 2022

Le prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces du Canada.

(signé) DARREN ENTWISTLE
Président et chef de la direction

(signé) DOUG FRENCH
Vice-président à la direction et chef des services financiers

Au nom du conseil d'administration

(signé) RICHARD H. AUCHINLECK
Administrateur

(signé) DAVID L. MOWAT
Administrateur

ATTESTATION DES PLACEURS POUR COMPTE

Le 8 septembre 2022

À notre connaissance, le prospectus simplifié, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces du Canada.

**MARCHÉS MONDIAUX
CIBC INC.**

(signé) SEAN GILBERT
Directeur général

**RBC DOMINION VALEURS
MOBILIÈRES INC.**

(signé) PATRICK MACDONALD
Directeur général

SCOTIA CAPITAUX INC.

(signé) MICHAL CEGIELSKI
Directeur général

BMO NESBITT BURNS INC.

(signé) KRIS SOMERS
Directeur

**VALEURS MOBILIÈRES
TD INC.**

(signé) ANDREW BECKER
Directeur général

**VALEURS MOBILIÈRES
DESJARDINS INC.**

(signé) RYAN GODREY
Directeur général

**VALEURS MOBILIÈRES HSBC
(CANADA) INC.**

(signé) DAVID LOH
Directeur

**FINANCIÈRE BANQUE
NATIONALE INC.**

(signé) JOHN CARRIQUE
Directeur général

**J.P. MORGAN VALEURS
MOBILIÈRES CANADA INC.**

(signé) ADEEL KHERAJ
Directeur exécutif

**VALEURS MOBILIÈRES
WELLS FARGO
CANADA, LTÉE**

(signé) JAMIE MCKEOWN
Vice-président

**SMBC NIKKO SECURITIES
CANADA, LTD.**

(signé) CHRISTOPHER J. NIEVES
Chef, marchés des capitaux d'emprunt,
Canada

ATB CAPITAL MARKETS INC.

(signé) GREG GREER
Directeur général

**VALEURS MOBILIÈRES
BANQUE LAURENTIENNE INC.**

(signé) BENOIT LALONDE
Chef, Financement gouvernemental
et marchés des capitaux d'emprunt